

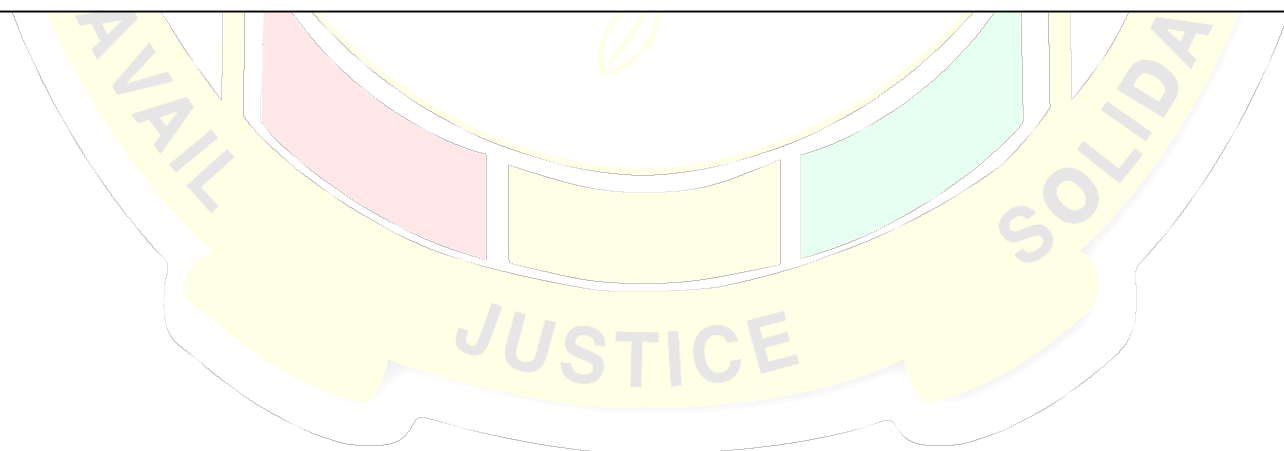


République de Guinée
Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DU BUDGET



RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN JUIN 2017



Résumé exécutif



« La République de Guinée s'est plus que jamais engagée à être un pays démocratique et ouvert sur la scène internationale. A la suite des élections présidentielles de 2010 et de 2015, de nouveaux caps ont été définis, engageant le pays vers d'importantes réformes structurelles.

A cet effet, la Guinée s'engage à adhérer au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, notamment sur les grands principes qui fondent cette alliance :

- *Transparence de l'action publique, notamment via l'ouverture des données publiques ;*
- *Participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques ;*
- *Intégrité de l'action publique et des agents publics et :*
- *Utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture de la redevabilité. »*

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publique qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse sera désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe de la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire au cours du premier semestre de l'année 2017.

Après l'adoption de la loi de finances 2017 le 19 décembre 2016, les crédits ont été mis à la disposition des ministères et institutions par décret de répartition pris le 30 décembre 2016. Pour assurer une bonne exécution de ce budget, une circulaire portant instructions pour l'exécution du budget 2017 a été éditée le 18 janvier 2017 et mis à la disposition des ordonnateurs.

Globalement, l'exécution budgétaire au cours du premier semestre présente une tendance favorable tant en recettes qu'en dépenses. En effet, les recettes ont été mobilisées au-dessus des objectifs, soit 105,06% par rapport à la prévision de la période ; suite au bon comportement de certains impôts et taxes, à l'effort d'encadrement des régies de recettes et aux mesures de sécurisation des recettes. Le niveau d'exécution des dépenses base engagement s'est situé à 5 951,49 Mds contre un objectif trimestriel de 6 461,99 Mds ; soit un taux d'exécution de 92,10%. Cependant, les paiements ont atteint 5 323,15 Mds ; soit un taux d'exécution de 82,38% par rapport à l'objectif semestriel et de 89,44% par rapport aux dépenses engagées de la période. Le solde budgétaire hors dons qui résulte des opérations budgétaires s'est établi à 167,20 Mds ; soit 0,25% du PIB contre un objectif de - 853,5 ; soit -1,67% du PIB. Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à 1,23% et 1,53 % contre des objectifs de 0,36% et de 1 ,03% du PIB.

Pour assurer une exécution satisfaisante du budget de l'Etat, le ministère du budget a mis en place des outils modernes de régulation budgétaire. A cet effet, il a procédé à l'expérimentation du plan d'engagement pour le deuxième trimestre 2017 dont les résultats ont permis l'élaboration du plan d'engagement du troisième trimestre qui est en cohérence, d'une part, avec les plans de passation des marchés des ministères et institutions, et d'autre part, avec le plan de trésorerie élaboré par le ministère de l'économie et des finances.

Il convient de relever que depuis mars 2017 des rapports mensuels sont élaborés pour retracer les délais dans la chaîne d'exécution budgétaire afin d'améliorer la fluidité dans l'exécution des dépenses publiques. Le pilotage de l'exécution du budget par les différents acteurs est renforcé par la production régulière des états de suivi budgétaire. Par ailleurs, des efforts sont déployés pour davantage sécuriser les recettes publiques.

Table des matières

Résumé exécutif.....	2
Sigle et abréviations.....	5
Liste des tableaux.....	6
 <u>INTRODUCTION</u>	 7
Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire.....	7
Contexte économique et budgétaire.....	8
Déclinaison du budget en piliers du programme national de développement économique et social (PNDES).....	8
 <u>I- SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES</u>	 11
I.1- Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la Loi de Finances Initiale 2017.....	11
I.2- Analyse de l'exécution globale des recettes.....	12
I.3- Analyse de l'exécution des Recettes intérieures.....	13
I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes.....	13
I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie.....	15
I.4- Analyse de l'exécution des recettes extérieures.....	22
I.5- Situation des restes à recouvrer.....	23
 <u>II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES</u>	 24
II.1- Situation des mouvements de crédits.....	24
II.2- Analyse globale des dépenses.....	27
II.2.1- Analyse des dépenses par titre.....	28
A- Dépenses courantes.....	28
B- Dépenses en capital.....	32
C- Investissements financiers /transferts en capital.....	33
D- Amortissement de la dette.....	34
II.2.2- Situation des restes à payer.....	34
 <u>III- SOLDE BUDGETAIRE</u>	 34
 <u>IV- CONCLUSION</u>	 35
 <u>ANNEXES</u>	 36

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
BND	Budget national de développement
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la Transition
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du Budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du Budget
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie Générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d'appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme nationale de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l'énergie
RGGBCP	Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1	Exécution du PNDES au 30 juin 2017
Tableau 2	Exécution globale des recettes
Tableau 3	Exécution des recettes fiscales
Tableau 4	Exécution des recettes non fiscales
Tableau 5	Exécution des recettes collectées par la DNI
Tableau 6	Exécution des recettes collectées par la DGD
Tableau 7	Dons et emprunts
Tableau 8	Situation des mouvements des crédits
Tableau 9	Situation des restes à recouvrer des recettes fiscales
Tableau 10	Situation des mouvements de crédits
Tableau 11	Exécution globale/Grandes natures et phases de la Dépense hors finex
Tableau 12	Exécution globale/Phases de la dépense publique et par administration
Tableau 13	Exécution globale des dépenses/Administration et Grandes natures base ordonnancement
Tableau 14	Exécution globale des dépenses/Administration et Grandes natures base paiement
Tableau 15	Etat d'exécution des subventions et transferts
Tableau 16	Etat d'exécution des subventions et transferts des Collectivités locales
Tableau 17	Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES
Tableau 18	Situation résumée des opérations financières de l'Etat
Tableau 19	Etat Récapitulatif des Instances physiques à la DNTCP au 30 juin 2017
Tableau 20	Synthèse de l'exécution des investissements sur FINEX

Liste des graphiques

Graphique 1 : Mobilisation des ressources au premier trimestre

Graphique 2 : Part par régie des recettes mobilisées

Graphique 3 : Exécution des dépenses par titre base paiement

Graphique 4 : Exécution comparée par titre sur base engagement

Graphique 5 : Exécution comparée par titre sur base paiement

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée en matière tant des recettes que des dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées des recettes fiscales et non fiscales ainsi que celui de consommation des crédits.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique et le bon emploi des fonds publics, et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Au cours de l'année 2017, les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) un endettement nul de l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale, (ii) le maintien du déficit budgétaire y compris les dons à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (iii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iv) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (v) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (vi) le renforcement de la déconcentration budgétaire, (vii) la mise en œuvre du plan stratégique de réformes des finances publiques et (viii) la mobilisation des ressources pour l'exécution du PNDES 2016-2020.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration du budget de l'Etat pour l'exercice 2017 est assis sur une projection de taux de croissance du PIB de 4.6%. Le Gouvernement poursuit un taux de pression fiscale de 18.79%, avec un solde budgétaire dons exclus (base engagement) de -3.68%, un niveau de dépenses courantes de 15.08% et 7.29% pour les dépenses en capital.

Les grandes masses du budget 2017 se présentent comme suit :

- Recettes intérieures..... 12 704,33 Mds ;
- Dépenses courantes..... 10 475,61 Mds ;

- Dépense en capital.....4 852,84 Mds ;
- Solde de base dons exclus..... -2 438,52 Mds (-3,68% du PIB).

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget au premier semestre 2017 intervient dans un contexte marqué par :

- ❖ La validation du document sur le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) ;
- ❖ La poursuite des travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti;
- ❖ L'organisation de l'atelier de revue de la mise en œuvre de la stratégie de réforme des finances publiques ;
- ❖ La poursuite de la mise en application effective et progressive de certaines dispositions de la LORF, du Décret portant Cadre de Gouvernance des Finances Publiques du 31 Octobre 2014 et du RGGBCP ;
- ❖ La mise en œuvre de nouvelles dispositions fiscales et douanières pour l'exercice 2017 ; notamment celles relatives au droit de timbres sur les véhicules importés ;
- ❖ L'application du protocole d'accord conclu entre le Gouvernement, le Syndicat et le Patronat ;
- ❖ La mise en œuvre des réformes relatives à la transparence budgétaire, la rationalisation des dépenses publiques et l'orientation des interventions publiques vers des secteurs à impacts sociaux élevés et économiquement porteurs.

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

Le PNDES 2016-2020 constitue la deuxième génération de plan de développement sous la troisième République, après le plan quinquennal 2011-2015.

Faisant suite aux trois précédents Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), le PNDES a pour objectif global de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens et d'opérer la transformation structurelle de l'Economie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable.

Les résultats finaux attendus de cet objectif global sont de deux ordres :

- à l'horizon 2020, le bien-être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est garantie;

- la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée.

Le PNDES repose ses stratégies sur quatre (4) piliers adossés à la loi de finances 2017 conformément à la ventilation ci-après :

- ❖ Pilier1: Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable;
- ❖ Pilier2: Transformation économique durable et inclusive;
- ❖ Pilier3: Développement inclusif du capital humain;
- ❖ Pilier4: Gestion durable du capital naturel.

La synthèse de l'exécution du budget 2017 en piliers du PNDES pour le premier semestre est présentée dans le tableau 16 joint en annexe.

A fin juin 2017, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES sur la base des engagements se situe en moyenne à 35,63%, avec une forte variation entre 45,03% et 26,01%. Cependant, les crédits destinés aux dépenses des ministères et institutions du pilier 2 relatif à la transformation économique durable et inclusive ont enregistré un taux d'engagement qui s'est établi à 45,03% des dotations de la loi de finances. Le rythme d'engagement des dépenses des ministères des autres piliers s'est situé à un niveau nettement inférieur ne dépassant pas 33,53% des dotations de la loi de finances, avec un niveau plancher de 26,01% pour les ministères du pilier 4 consacré à la Gestion durable du capital naturel.

Le niveau élevé des engagements des ministères du pilier 2 est dû essentiellement au dynamisme des ministères des Travaux publics, de l'Energie et de l'Hydraulique, tandis que le pilier 4 n'est impacté que par le secteur de l'environnement dont le niveau d'engagement a été faible. Ce secteur reste confronté à des difficultés de mobilisation des ressources extérieures pour la mise en œuvre des accords et conventions internationaux sur le climat.

Comparé au premier trimestre 2017, le rythme d'exécution du PNDES ne s'est pas amélioré, passant de 17,22% à 35,63% soit un accroissement quasi-identique à la situation à fin mars de l'ordre de 18,41%. Il convient également de préciser que les paiements réalisés par rapport aux engagements représentent 77,71%.

A fin juin 2017, les investissements reflétant le PNDES ont été exécutés conformément au tableau ci-dessous.

Exécution du PNDES au 30 juin 2017

Tableau 1: Récapitulatif de l'exécution du budget en piliers du PNDES au 30 juin 2017

Piliers	Investissement LFI			Exécution			Taux d'exécution
	BND	FINEX	TOTAL	BND	FINEX	TOTAL	
1. Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	416 065 200	271 334 400	687 399 600	44 478 891	55 110 600	99 589 491	14,49%
2. Transformation économique durable et inclusive	1 479 629 687	1 299 624 600	2 779 254 287	459 915 439	316 154 600	776 070 039	27,92%
3. Développement inclusif du capital humain	471 227 100	824 061 400	1 295 288 500	51 591 937	175 496 400	227 088 337	17,53%
4. Gestion durable du capital naturel	12 129 400	49 878 600	62 008 000	9 392 000	0	9 392 000	15,15%
Total	2 379 051 387	2 444 899 000	4 823 950 387	565 378 267	546 761 600	1 112 139 867	23,05%

Sources : DNB/DNIP

L'exécution des investissements du PNDES au cours du premier semestre 2017 a atteint 1 112,14 Mds ; soit un taux d'exécution de 23,05%¹ par rapport à la prévision annuelle de 4 823,95 Mds. La part du BND dans cette exécution du PNDES se chiffre à 565,38 Mds (11,72%) tandis que la part du FINEX est de 546,76 Mds (11,33%).

Les investissements sur BND se chiffrant à 565,38 Mds ont servi à financer en majorité les dépenses du pilier2 relatif à la transformation économique durable et inclusive pour un montant de 776,07 Mds (27,92%). Le FINEX a contribué au financement des piliers 1,2 et 3 pour un montant de 546,76 Mds.

Le compte rendu d'exécution budgétaire du premier semestre 2017 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires;
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires;
- III. Solde budgétaire;
- IV. Conclusion.

¹ Dans le rapport à fin mars 2017, le taux d'exécution a été calculé par rapport à la prévision sur investissements BND uniquement.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la LFI 2017

Les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la LFI 2017 à mettre en œuvre par la Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Impôts se présente comme suit par régie financière:

➤ Etat de mise en œuvre des dispositions douanières

L'instruction n°000001/MB/DGD du 10 janvier 2017 portant application des dispositions douanières contenues dans la LFI 2017 a fait l'objet d'une large diffusion à l'ensemble du service et des usagers. Cette instruction porte sur les aspects ci-après :

- L'abaissement du taux de la TVA (article 8);
- L'exonération de la farine et des huiles alimentaires de la TVA (article 9);
- La modification des articles 59-2 et 75 du code général des impôts (article 18 et 19 LFI);
- Allègements douaniers sur les matières premières ou intrants destinés à la fabrication des produits de la catégorie 0 du tarif (article 20 LFI);
- La taxation des huiles végétales alimentaires (articles 21 LFI);
- L'application du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO (article 22 LFI).

➤ Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales

La baisse du taux de TVA de 20 à 18% en 2017 s'explique par :

- La résistance d'une frange importante des opérateurs économiques au rehaussement du taux de 18% à 20%, qui pourrait se traduire par un accroissement significatif de la fraude à la TVA;
- L'institution du taux de 20% n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés en matière de TVA au titre de l'exercice 2016.

En termes de nouvelles mesures fiscales et administratives pour 2017 de la Direction Nationale des Impôts, on peut citer :

- L'élargissement de la retenue de 50% de TVA aux sociétés d'économie mixtes;
- L'élargissement du prélèvement forfaitaire de 10% aux cotés des sociétés d'économie mixte;

- Le recrutement d'un opérateur spécialisé pour le contrôle des flux téléphoniques;
- Le réaménagement des taux de la contribution foncière unique (CFU) et des droits d'enregistrement;
- Le réaménagement des seuils de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) entre les grandes entreprises ;

La sécurisation de la collecte de la taxe unique sur les véhicules (TUV) par l'implication du système bancaire et de la téléphonie mobile (orange money) dans le processus de recouvrement ;

- La réflexion sur un mécanisme équitable de rétrocession aux collectivités territoriales décentralisées des quotités des recettes de la taxe unique sur les véhicules consécutif aux nouvelles modalités de collecte.

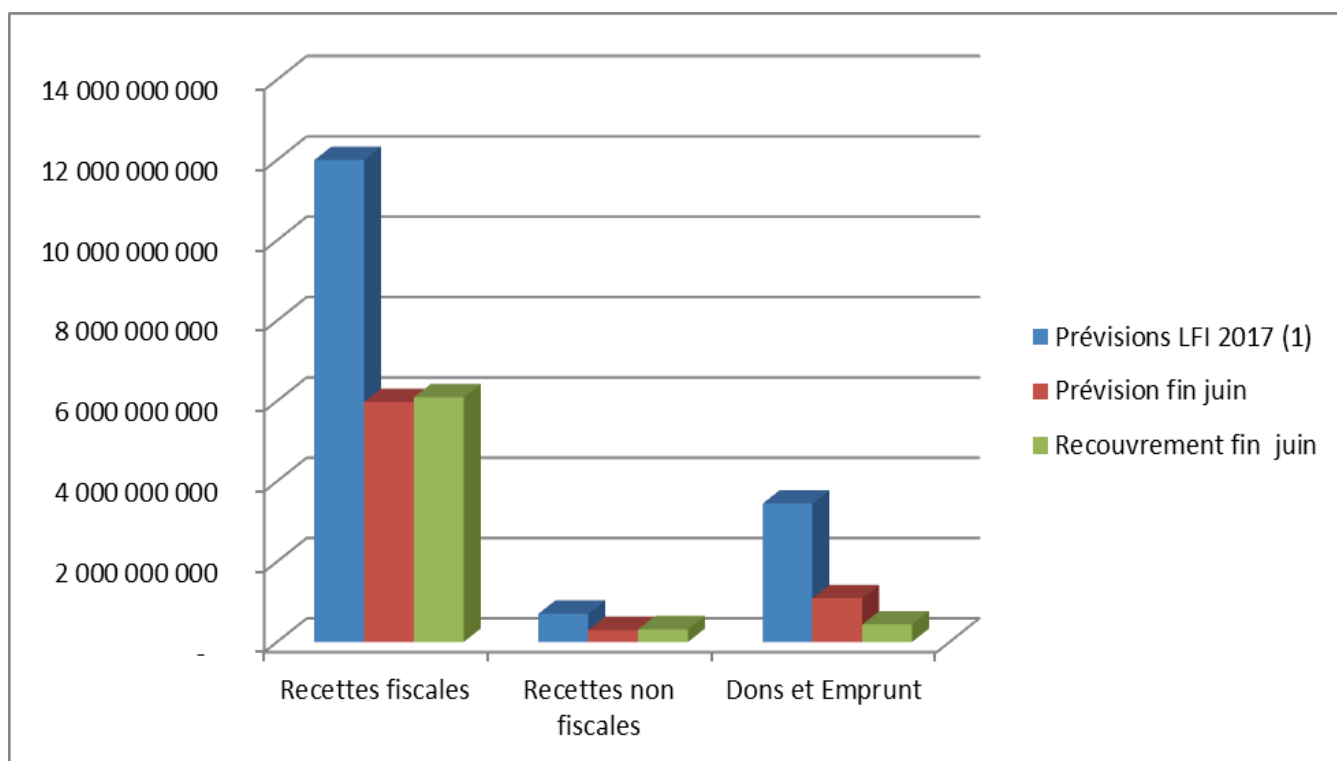
I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes au 30 juin 2017 se chiffre à 7 731,98 Mds sur une prévision semestrielle de 7 359, 53 Mds (105,06%) ; Ces ressources sont composées des recettes fiscales (6 985,19 Mds), des recettes non fiscales (311,86 Mds) et des dons et emprunts (434,93 Mds).

**Tableau n°2 : Exécution globale des recettes à fin juin
(en milliers GNF)**

Libelles	Prévisions LFI 2017 (1)	Prévision fin juin(2)	Recouvrement fin juin (3)	Taux de Recouvrement (4=3/2)
Recettes fiscales	12 000 127 523	5 974 999 092	6 985 189 463	116,91%
Recettes non fiscales	704 206 375	295 205 095	311 858 707	105,64%
<i>Dont Recettes en capital</i>	<i>15 395 000</i>	<i>7 212 500</i>	<i>2 111 400</i>	<i>29,27%</i>
Dons et Emprunt	3 446 656 561	1 089 322 690	434 926 995	39,93%
TOTAL GENERAL	16 150 990 459	7 359 526 877	7 731 975 165	105,06%

Sources : LFI/DNB/TOFE



I.3-Analyse de l'exécution des recettes intérieures

A fin juin 2017, les recettes budgétaires intérieures ont été mobilisées à hauteur de 7 297,05 Mds, soit 116,37% sur une prévision semestrielle de 6 270,20 Mds.

Par rapport au premier trimestre 2017, ces recettes ont connu un accroissement de 4 610,60 Mds (171,62%).

Rapportées à la prévision annuelle 2017 de 12 704,33 Mds, les recettes intérieures ont été réalisées à hauteur de 57,44%.

I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes

- Recettes fiscales

Sur une prévision à fin juin 2017 de 5 974,99 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 6 985,19 Mds, soit 116,90%.

Comparées aux réalisations à fin mars 2017, les recettes fiscales se sont accrues de 4 472,86 Mds (178,03%).

Globalement, il se dégage une légère plus-value nette obtenue dans la mobilisation qui résulte des efforts enregistrés sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (140,01%), les impôts et taxes sur les revenus et bénéfices (107,43%), les taxes sur biens et services (112,38%) et les autres recettes fiscales (152,44%), qui ont compensé la contre-performance enregistrée au niveau des impôts sur le patrimoine (42,76%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau n°3 : Exécution des recettes fiscales (en milliers de GNF)

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévision fin juin (2)	Réalisation fin juin (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Impôts et taxes sur les revenus et bénéfices	2 875 278 579	1 617 450 196	1 737 578 586	107,43%
Impôts sur le patrimoine	41 153 994	22 898 455	9 791 162	42,76%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 504 298 616	1 170 952 438	1 639 409 206	140,01%
Taxes sur Biens et Services	6 334 320 000	3 056 598 746	3 435 145 249	112,38%
Autres recettes fiscales*	245 076 334	107 099 257	163 265 260	152,44%
TOTAL	12 000 127 523	5 974 999 092	6 985 189 463	116,91%

Sources : LFI/DNB

- Recettes non fiscales

Au niveau des recettes non fiscales, sur un objectif à fin juin 2017 de 295,20 Mds, les réalisations s'élèvent à 311,86 Mds, soit un taux d'exécution de 105,64%. Ce dépassement par rapport à l'objectif est essentiellement dû aux redevances et dividendes pour 149,06%. Toutefois, cette plus-value est atténuée par le faible niveau d'exécution des ventes de capital fixe (29,27%), des produits divers (56,34%), des amendes et confiscation de (62,95%) et des droits et frais administratifs (71,75%).

Comparées à la situation à fin mars, ces recettes se sont accrues de 132,16 Mds soit 73,54%.

Par rapport à la prévision annuelle de 2017, le niveau d'exécution du semestre se situe à 44,29%. Ce qui traduit quelques difficultés rencontrées dans la mobilisation des recettes non fiscales. A cet effet, le ministère de l'économie et des finances a entrepris d'encadrer dans un manuel les procédures d'exécution des recettes non fiscales. De même, un audit a été diligenté pour améliorer la mobilisation des recettes non fiscales. Les résultats de cet audit seront exploités pour accroître le niveau de ces recettes.

Le tableau ci-dessous présente les recettes non fiscales par catégorie et taux d'exécution.

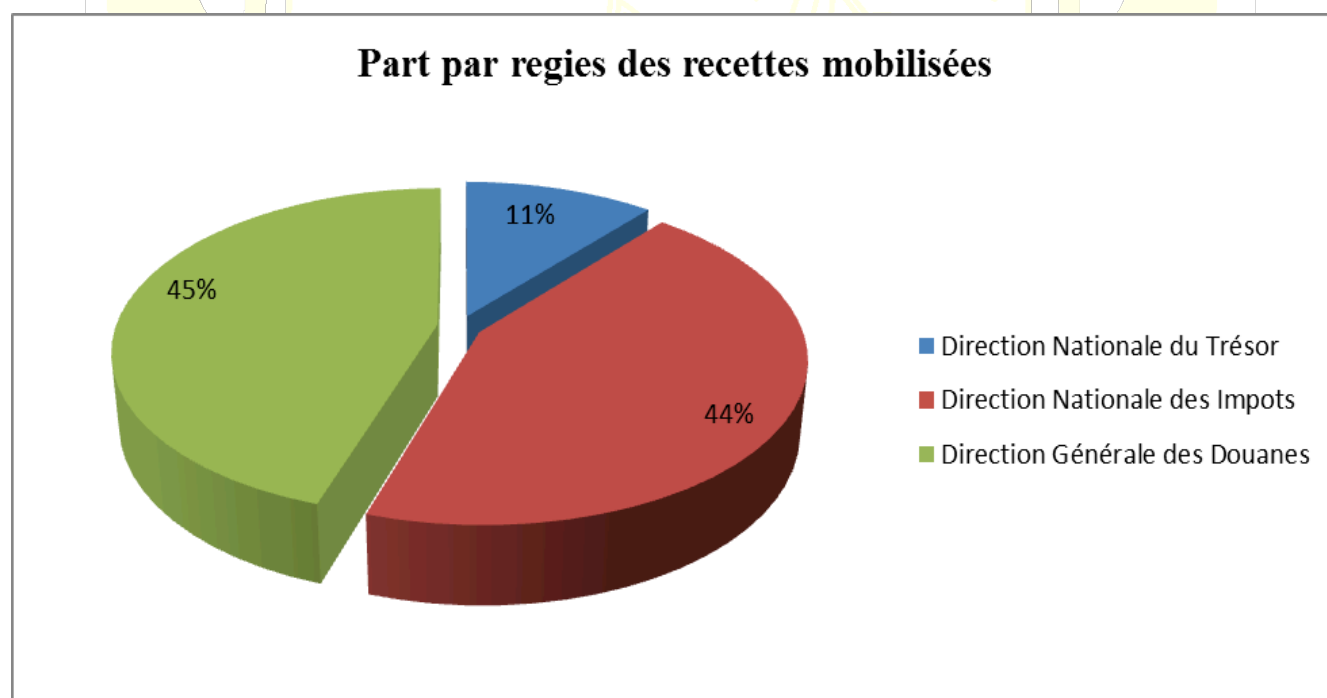
**Tableau n°4 : Exécution des recettes non fiscale à fin juin
(en milliers de GNF)**

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévisions jan-juin (2)	Réalisations jan- juin (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Recettes non fiscales	704 206 375	295 205 095	311 858 707	105,64%
<i>Redevances et dividendes</i>	<i>374 961 130</i>	<i>146 498 870</i>	<i>218 371 609</i>	<i>149,06%</i>
<i>Droits et Frais administratifs</i>	<i>194 179 245</i>	<i>71 431 225</i>	<i>51 250 105</i>	<i>71,75%</i>
<i>Amendes et confiscations</i>	<i>6 586 000</i>	<i>4 870 000</i>	<i>3 065 820</i>	<i>62,95%</i>
<i>Produits divers</i>	<i>113 085 000</i>	<i>65 192 500</i>	<i>36 731 148</i>	<i>56,34%</i>
<i>Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels</i>	<i>14 425 000</i>	<i>7 212 500</i>	<i>2 111 400</i>	<i>29,27%</i>
<i>Remboursement des prêts</i>	<i>970 000</i>	<i>-</i>	<i>328 625</i>	<i>-</i>

Sources : LFI/DNTCP

I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Les recettes sont exécutées par différentes régies financières selon leur nature à savoir : la Direction Nationale des Impôts (DNI), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique(DNTCP).



- Direction Nationale des Impôts (DNI)

Sur un objectif de 2 878,04 Mds, la Direction Nationale des Impôts a réalisé à fin juin 2017 un montant de 2 911,73 Mds; soit un taux d'exécution de 101,17%.

La performance enregistrée par cette direction se situe au niveau des impôts sur les revenus retenus à la source (146,76%), les taxes sur les salaires (119,71%), les impôts sur le revenu des personnes physiques (124,25%), les taxes d'accès aux réseaux de télécommunication (107,42%), les taxes sur la consommation téléphonique (108,21%), les produits de l'enregistrement douane (230,04) et les taxes sur les salaires (121,46). Par contre, les taxes sur biens et services non miniers, les impôts sur les sociétés et les impôts sur le patrimoine ont connu des contre-performances avec respectivement 79,58%, 97,75% et 42,76%.

Ces recettes ont connu un accroissement de 1 874,89 Mds par rapport au premier trimestre ; soit un accroissement de 180,83%. Cette forte croissance est due essentiellement aux échéances fiscales (saisonnalité des recettes) du second trimestre.

Les performances enregistrées au cours de ce semestre s'expliquent par les éléments suivants :

- Impôts sur les sociétés (taxes minières à l'extraction) : la plus-value constatée sur cette ligne est due à l'augmentation de la production minière au niveau de la SMB ;
- Retenues à la source et taxes sur les salaires : l'augmentation du taux indiciaire au niveau de la fonction publique, le paiement des salaires des nouveaux fonctionnaires, la réalisation des travaux d'extension de la CBG, le démarrage des activités au niveau du GAC et ALUFER et le paiement de l'impôt sur les dividendes de la société Orange Guinée au mois de mai 2017 ont permis d'accroître le produit de cette retenue ;
- Produits d'enregistrement : la plus-value enregistrée est due à un meilleur encadrement des importations des véhicules d'occasion et la mise en place des guichets de banque (ECOBANK) pour la sécurisation de ces recettes ;
- Taxe sur la téléphonie : la performance réalisée est due essentiellement aux mesures de couverture nationale des réseaux téléphoniques et à l'élargissement de l'assiette de la TCT, aux SMS et data ;
- Impôt sur le revenu des personnes physiques : la performance provient de la retenue opérée par le trésor public sur la chaîne des dépenses dans le cadre du paiement de la dette intérieure mais aussi l'effet de l'élargissement du prélèvement forfaitaire de 10% aux sociétés d'économie mixte.

Quant aux contre-performances, elles ont été le fait des facteurs suivants :

- Impôts sur les sociétés : la moins-value de cette rubrique s'explique essentiellement par les résultats fiscaux déficitaires présentés par les entreprises suite à la faible reprise de l'activité économique de la sortie de l'épidémie Ebola ;
- Impôts sur le patrimoine : échéant à fin juin, les contribuables n'ont pas anticipés son paiement durant le premier semestre.
- Taxes sur biens et services non miniers : cette contre-performance s'explique par la faiblesse de la consommation et des exonérations accordées par le ministère de l'Industrie.

Comparées à la prévision annuelle 2017 de 5 568,36 Mds, les recettes fiscales réalisées par la Direction Nationale des Impôts à fin juin représentent 51,80%.

Le tableau infra indique les catégories de recettes mobilisées par la DNI.

Tableau n°5 : Exécution des recettes collectées par la DNI à fin juin (en milliers de GNF)

Libellés	LFI (1)	Prévisions jan-juin	RECOUVREMENT	
			Réalisation fin juin (3)	Taux d'exécution 4=(3/2)
Impôts sur les sociétés	2 021 686 997	1 224 871 158	1 197 359 986	97,75%
Impôts sur les revenus retenus à la source	525 906 469	232 975 983	341 909 356	146,76%
Impôt sur le revenu des personnes physiques	327 685 113	159 603 055	198 309 244	124,25%
Impôt sur le patrimoine	41 153 994	22 898 455	9 791 162	42,76%
Taxes sur biens et services non miniers	1 652 549 886	775 079 259	616 799 489	79,58%
Taxes d'accès aux réseaux de télécommunication	123 028 537	53 750 907	57 738 743	107,42%
Taxes sur la consommation téléphonique	631 278 242	301 767 650	326 554 539	108,21%
Timbres fiscaux	21 376 808	8 189 569	-	-
Produits de l'enregistrement	37 841 297	14 789 376	34 021 444	230,04%
Taxes sur les salaires	185 858 229	84 120 312	102 175 347	121,46%
TOTAL	5 568 365 572	2 878 045 724	2 884 659 310	100,23%
Recettes compensées	-	-	25 891 462	-
Services déconcentrés	-	-	1 177 007	-
TOTAL	5 568 365 572	2 878 045 724	2 911 727 779	101,17%

Sources : DNI/ TDB/ DNB (TOFE)

- Direction Générale des Douanes (DGD)

La Direction Générale des Douanes a réalisé à fin juin 2017 un montant de 3 025,89 Mds sur une prévision semestrielle de 2 748,95 Mds; soit un taux d'exécution de 110,07%.

Cette performance provient des plus-values réalisées au niveau des taxes d'enregistrement douane (441,27%), des amendes et confiscations douanières (199,29%), des produits de vente aux enchères (404,80%), des recouvrements sur exercices clos (223,56%), des TVA/TCA à l'importation (212,31%), des CTSS douanes (277,53%), du droit fiscal à l'importation (127,35%), du droit fiscal à la sortie (222,63%), des taxes d'entrepôts (126,53%) et des redevances sur liquidation (132,29%). Ces fortes performances sont atténuées par les taxes sur produits pétroliers (21,25%), les droits de magasinage (40,48%), la taxe dégressive de production (63,72%) et les droits d'accises (70,82%).

Comparées aux réalisations du premier trimestre, ces recettes se sont accrues de 1 648,58 Mds (122,94%).

Par rapport à la prévision annuelle de l'exercice 2017, les recettes douanières mobilisées par la Direction Générale des Douanes à fin juin représentent 52,86%.

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas les redevances d'entretien routier (RER) qui ne constituent pas des recettes budgétaires.

En ce qui concerne les recettes des produits pétroliers, la contre-performance est expliquée par le non ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe alors que le prix du baril sur le marché international était en hausse ; ce qui a eu pour conséquence une faible mobilisation de la taxe sur les produits pétroliers (TSPP) qui s'est établie à 21,25%.

Toutes les autres lignes budgétaires de recettes se sont bien comportées pour des raisons suivantes :

- L'augmentation du volume des importations taxables pendant le premier semestre 2016 pour les 50 premiers produits grands pourvoyeurs de recettes hors carburant se chiffrait à 1 034 823,96 tonnes métriques alors qu'en 2017 il se chiffre à 1 439 691,71 tonnes métriques, soit un accroissement de 404 862,75 tonnes métriques ;
- L'application du TEC de la CEDEAO sur les importations entraînant la création d'une cinquième bande du taux du droit fiscal à l'importation (35%). Durant le premier semestre 2017, les produits dont le taux de droit fiscal d'importation passent de 20 à 35% ont généré une recette de 149,201 milliards de GNF contre 143,69 milliards de GNF en 2016 ; soit un accroissement de 5,506 milliards de GNF ;

- La mise en place d'une section valeur qui a permis à l'administration douanière de jouer pleinement son rôle en matière d'évaluation de la valeur en douane ;
- Le renforcement des services de contrôle par la création d'une division de renseignement, d'analyse des risques et d'orientation des contrôles (DRAOC) au sein de la direction des renseignements et enquêtes douanières (DRED) ;
- L'augmentation de la production de la Société minière de Boké (SMB) entraînant l'accroissement des recettes d'exportation (droit fiscal à la sortie). Pour le premier semestre 2016, le volume d'exportation taxable du minerai de bauxite se chiffrait à 3207,34 tonnes métriques contre 3 793 859,02 en 2017 ; soit un accroissement de 3 670 651,87 tonnes métriques ;
- La mise en place d'une commission de recouvrement des restes à recouvrer au sein de la Direction générale des douanes pour renforcer la division chargée des recouvrements des restes à recouvrer (exercices clos) ;
- La relance des activités des projets sur financement extérieur a eu pour conséquence l'augmentation des recettes CTSS qui ont été recouvrées à concurrence de 89,28 mds de GNF pour une prévision de 45,26 mds de GNF ; soit une plus-value de 44,02 mds (197,24%).

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DGD.

**Tableau n°6: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin juin
(en milliers GNF)**

Libellés	LFI 2017 (1)	RECOUVREMENT		
		Prévisions jan-juin (2)	Réalisations jan-juin (3)	Taux de Réalisation (4=3/2)
Droit fiscal d'importation	1 697 670 568	801 486 229	1 020 692 731	127,35%
<i>Dt DFI sur produits pétroliers</i>	<i>546 685 381</i>	<i>273 342 690</i>	<i>360 640 744</i>	<i>131,94%</i>
<i>Dt DFI hors produits pétroliers</i>	<i>1 150 985 187</i>	<i>528 143 539</i>	<i>660 051 987</i>	<i>124,98%</i>
Droits fiscal à la sortie	340 632 911	130 977 033	291 592 863	222,63%
Droits d'Accise	55 907 759	27 571 108	19 526 139	70,82%
Taxes dégressive de production	27 937 162	15 365 292	9 790 792	63,72%

Droits de Transit	-	-	-	-
Droits de magasinage	245 235	134 641	54 500	40,48%
Taxes d'entreposage	38 647 033	19 430 508	24 584 586	126,53%
<i>Dt TE sur produits pétroliers</i>	34 424 410	17 212 200	22 195 300	128,95%
<i>Dt TE hors produits pétroliers</i>	4 222 623	2 218 308	2 389 286	107,71%
Redevances sur liquidation	298 232 539	137 337 224	181 688 964	132,29%
<i>Dt RL sur produits pétroliers</i>	61 858 570	30 929 280	39 091 240	126,39%
<i>Dt RL hors produits pétroliers</i>	236 373 969	106 407 944	142 597 724	134,01%
Produits de Ventes aux Enchères	787 840	142 978	578 776	404,80%
Taxes Enregistrements douanes	6 324 113	2 364 028	10 431 677	441,27%
Recouvrement sur exercices clos	34 771 123	34 771 123	77 733 405	223,56%
Amendes et confiscations douanières	3 142 333	1 372 274	2 734 773	199,29%
TCA/TVA à l'importation	2 278 843 843	1 107 343 639	1 170 444 905	212,31%
<i>Dt TVA sur produits miniers</i>	891 434 803	445 717 398	483 574 171	108,49%
<i>Dt TVA hors produits miniers</i>	1 387 409 040	661 626 241	686 870 734	103,82%
Taxes sur les produits pétroliers	850 787 458	425 391 324	90 409 673	21,25%
CTSS Douane	90 532 034	45 266 016	125 624 879	277,53%
TOTAL	5 724 461 951	2 748 953 417	3 025 888 663	110,07%
PM: RER	200 993 809	100 496 904	89 281 185	88,84%
S/total y compris RER	5 925 455 760	2 849 450 321	3 115 169 848	109,33%

Source: DGD

- Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin juin 2017, les recettes non fiscales ont été réalisées à hauteur de 311,86 Mds sur un objectif de 295,20 Mds; soit un taux d'exécution de 105,64%.

Ce niveau d'exécution atteint résulte de la plus-value enregistrée au niveau des redevances et dividendes (149,06%), atténué par les moins-values enregistrée au

niveau des ventes de capital fixes (29,27%), les produits divers (56,34%), les amendes et confiscations (62,95%) et les droits et frais administratifs (71,75%).

Comparées au premier trimestre 2017, les recettes non fiscales ont enregistré un accroissement de 132,16 Mds soit 73,54%.

De l'analyse du tableau de réalisation des recettes à fin juin, les principales lignes concernées se sont caractérisées de la manière suivante :

- Redevances et dividendes : la plus-value enregistrée est due essentiellement aux redevances de pêche suite à la reprise des relations de pêche avec l'Union Européenne et aux dividendes perçus par l'Etat notamment auprès de la SAG (68,26 Mds contre 32 Mds prévu) ;

Toutefois, des contre-performances ont été observées au niveau des postes ci-après :

- Amendes et confiscations : la moins-value sur cette rubrique en ce qui les amende de pêche s'expliquent par les moyens déployés notamment pour l'arraisonnement des bateaux pirates en haute mer ;
- Droits et frais administratifs : les moins-values s'explique par la faible réalisation des recettes du CADAC due au retard dans le lancement du projet de ré immatriculation du parc automobile (22%) et des recettes de l'immigration notamment en ce qui concerne le placement des passeports biométriques à l'extérieur et à l'intérieur du pays (72,96%) ;
- Produits divers : la moins-value se situe au niveau des recettes des jeux (79,87%).

Par rapport à la prévision annuelle 2017 de 704,21 Mds, les recettes non fiscales mobilisées se chiffrent à 311,86 Mds; soit un taux de réalisation de 44,29%.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau n°7 : Recettes collectées par la DNTCP à fin juin (en milliers de GNF)

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévisions jan-juin (2)	Réalisations jan-juin (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Recettes non fiscales	704 206 375	295 205 095	311 858 707	105,64%
<i>Redevances et dividendes</i>	<i>374 961 130</i>	<i>146 498 870</i>	<i>218 371 609</i>	<i>149,06%</i>
<i>Droits et Frais administratifs</i>	<i>194 179 245</i>	<i>71 431 225</i>	<i>51 250 105</i>	<i>71,75%</i>
<i>Amendes et confiscations</i>	<i>6 586 000</i>	<i>4 870 000</i>	<i>3 065 820</i>	<i>62,95%</i>
<i>Produits divers</i>	<i>113 085 000</i>	<i>65 192 500</i>	<i>36 731 148</i>	<i>56,34%</i>
<i>Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels</i>	<i>14 425 000</i>	<i>7 212 500</i>	<i>2 111 400</i>	<i>29,27%</i>
<i>Remboursement des prêts</i>	<i>970 000</i>	<i>-</i>	<i>328 625</i>	<i>0,00%</i>

Recettes Fiscales	707300000	347 999 951	1 047 573 021	301,03%
<i>Taxes sur les produits miniers (TSPM)</i>	<i>707 300 000</i>	<i>347 999 951</i>	<i>1 047 573 021</i>	<i>301,03%</i>

Sources : LFI/DNTCP

En plus des recettes non fiscales, la DNTCP est chargée de la mobilisation de la taxe spéciale sur les produits miniers (TSPM). A fin juin 2017, cette direction a réalisé 1 047,57 Mds sur une prévision annuelle de 707,30 Mds soit un taux d'exécution de 301,03%.

I.4-Analyse de l'exécution des recettes extérieures

A fin juin 2017, les recettes extérieures (dons et emprunts) ont été réalisées à hauteur de 434,93 Mds sur une prévision annuelle de 3 446,66 Mds; soit un taux d'exécution de 12,62%. Ce qui dénote un faible rythme de mobilisation de cette catégorie de recettes au cours du premier semestre.

Tableau n°7 : Dons et Emprunts à fin juin (en milliers de GNF)

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévisions jan-juin (2)	Réalisations jan-juin (3)	Taux d'exécution (3/1)
Dons et Emprunt	3 446 656 563	1 089 322 690	434 926 995	12,62%
Dons	2 317 057 063	712 789 523	320 124 395	13,82%
<i>Affectés</i>	<i>1 315 290 500</i>	<i>438 430 167</i>	<i>148 727 200</i>	<i>11,31%</i>
<i>Non Affectés</i>	<i>1 001 766 563</i>	<i>185 450 000</i>	<i>171 397 195</i>	<i>17,11%</i>
<i>Allègement CdP PPTE et C2D</i>	-	88 909 356	-	
Emprunts	1 129 599 500	376 533 167	114 802 600	10,16%
<i>Affectés</i>	<i>1 129 599 500</i>	<i>376 533 167</i>	<i>114 802 600</i>	<i>10,16%</i>
<i>Non Affectés</i>	-	-	-	

Sources: LFI / DNB/DND-APD

- Dons

Sur une prévision semestrielle de 712,79 Mds, il a été réalisé 320,12 Mds; soit un taux d'exécution de 44,94%. Rapportée à la prévision annuelle, ce taux est de 13,82%. Cette faible mobilisation est due à la réalisation de certaines conditionnalités de décaissements des dons.

- Emprunts

Sur une prévision à fin juin 2017 des emprunts de 376,53 Mds, il a été exécuté un montant de 114,80 Mds (30,49%), ce qui représente 10,16% par rapport à la prévision de la loi de finances .Ce montant est destiné essentiellement à la réalisation des travaux d'urgence avant la saison pluvieuse, à la programmation maîtrisée et beaucoup plus tôt d'autres travaux d'infrastructures socio-économiques prioritaires.

I.5-Situation des restes à recouvrer des recettes fiscales à fin juin 2017

En l'absence des situations détaillées des restes à recouvrer provenant des comptes courants fiscaux des contribuables et des manifestes non apurés en cours d'élaboration par les régies financières, l'analyse se limite aux situations de recouvrement sur exercices clos telle que prévue dans la loi de finances.

A cet effet, les recouvrements sur exercices clos des recettes fiscales se chiffrent à 78,21 Mds au 30 juin 2017 sur une prévision semestrielle de 42,22 Mds, soit une plus-value de 35,99 Mds (85,24%).

Cette plus-value résulte du recouvrement sur exercices clos des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour un montant de 77,73 Mds contre une prévision de 34,77 Mds et des moins-values sur les autres rubriques des recettes fiscales de 6,97 Mds.

Ces moins-values qui constituent les restes à recouvrer des recettes fiscales au 30 juin 2017 se ventilent ainsi qu'il suit :

- Impôts sur les sociétés.....1,70 Mds
- Impôts sur revenus retenus à la source.....1,83 Mds
- Taxes sur biens et services non miniers.....2,71 Mds
- Taxe sur les salaires.....0,73 Md

Il convient de préciser que la plus-value réalisée au niveau des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales est essentiellement due à une sous-évaluation des prévisions de cette recette fiscale.

I.5-Tableau 9 : Situation des restes à recouvrer des recettes fiscales

(Milliers de GNF)	Prévisions Juin (Cum T2)	Réalisation Juin 2017	Ecart	Prévisions Juin Flux	Réalisation Juin Flux 2017	Ecart
IMPOTS SUR LES SOCIETES	1 992 314	297 210	-1 695 104	252 371	116 612	-135 759
Recouvrement sur exercices clos	1 992 314	297 210	-1 695 104	252 371	116 612	-135 759
IMPOTS SUR REVENU RETENU A LA SOURCE	1 848 860	13 781	-1 835 079	243 992	13 781	-230 211
Recouvrement sur exercices clos	1 848 860	13 781	-1 835 079	243 992	13 781	-230 211
IMPOTS/REV.DES PERSONNES PHYSIQUES	0	0	0	0	0	0
Recouvrement sur exercices clos	0	0	0	0	0	0

IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	0	0	0	0	0	0
Recouvrement sur exercices clos /	0	0	0	0	0	0
IMPOTS/COMM.EXT.& TRANSACTIONS INTERNATIONALES	34 771 123	77 733 405	42 962 282	0	235 833	235 833
Recouvrement sur exercices clos	34 771 123	77 733 405	42 962 282	0	235 833	235 833
TAXES SUR BIENS & SERVICES NON MINIERES	2 878 574	165 285	-2 713 289	770 790	1 852	-768 938
Recouvrement sur exercices clos	2 878 574	165 285	-2 713 289	770 790	1 852	-768 938
TAXES SUR LES PRODUITS MINIERES	0	0	0	0	0	0
Recouvrement sur exercices clos /	0	0	0	0	0	0
PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT	0	0	0	0	0	0
Recouvrement sur exercices clos	0	0	0	0	0	0
TAXE SUR LES SALAIRES	728 760	0	-728 760	179 705	0	-179 705
Recouvrement sur exercice clos	728 760	0	-728 760	179 705	0	-179 705
RECETTES FISCALES	42 219 631	78 209 681	35 990 050	1 446 858	368 078	-1 078 780

Sources: LFI / DNI/DNB

II-SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2017 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits;
- Analyse globale des dépenses;
- Analyse des dépenses par titre;
- Situation des restes à payer.

L'analyse de l'exécution des dépenses est faite dans les différentes phases de l'exécution des dépenses publiques à savoir : engagement, liquidation, ordonnancement et paiement. Des références seront faites au TOFE qui est établi sur la base de la prise en charge comptable.

II.1-Situation des mouvements de crédits

Au cours du premier semestre 2017, les modifications de crédits constatées se chiffrent à 960,07 Mds au titre des annulations et 1066, 82 Mds en ouvertures de crédits ; soit un écart de 106,75 Mds représentant notamment une augmentation des crédits budgétaires par décrets d'avance dont 104,34 Mds pour la réhabilitation partielle des voiries de Conakry au cours du premier trimestre, 0,48 Md pour les préparatifs des

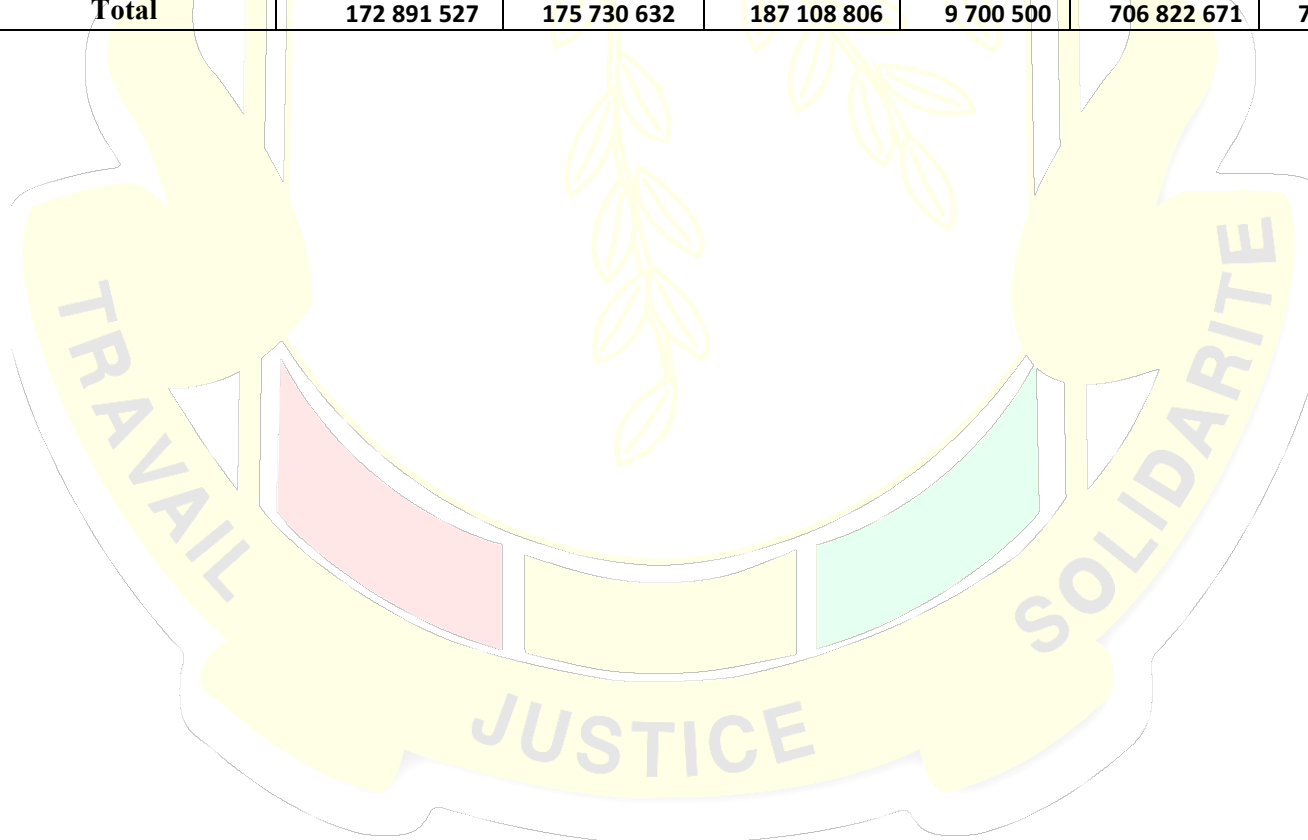
sommets du G20-Afrique de juin 2017 et du G20-Allemagne de juillet 2017 et 1,92 Mds pour la célébration de la journée de l'Union Africaine le 25 mai 2017 pendant le second trimestre. Ces décrets d'avance seront soumis à ratification à l'Assemblée nationale à la plus prochaine loi de finances.

Ces modifications de crédits se décomposent conformément au tableau ci-dessous:

Tableau n°10: Situation des mouvements de crédits à fin juin (en milliers de GNF)

sect	Ministères et Institutions	Achats de Biens et services		Subventions et Transferts		Investissements	
		Ouvertures	Annulations	Ouvertures	Annulations	Ouvertures	Annulations
2	Primature	3 500 000	1 000 000			3 500 000	3 500 000
3	Défense Nationale	32 162 000	32 162 000				
4	Administration du Territoire et Décentralisation					63 300 200	63 300 200
5	Sécurité et Protection Civile	10 778 282	10 778 282				
6	Justice et Gardes de Sceaux	3 778 826	-				
7	Affaires Etrangères et Guinéens de l'Etranger	1 221 293	-	2 407 332	-		
9	Economie et Finances	785 600	785 600			1 200 000	1 200 000
10	Fonction Publique, Reforme de l'Etat et Modernisation de l'Administration	23 288 853	2 275 087				
11	Agriculture	7 000 000	-			3 800 000	3 800 000
13	Mines et Géologie	848 810	848 810			2 839 104	-
14	Travaux publics					509 799 575	405 457 056
15	Ville et Aménagement du Territoire					2 500 000	2 500 000
18	Santé					15 289 000	15 289 000
20	Enseignement Pré-Universitaire et Alphabétisation	70 901 588	70 901 588			14 723 719	14 723 719
23	Jeunesse	1 738 832	1 738 832	700 500	-	1 000 000	1 000 000
30	Secrétariat Général des Affaires Religieuses	60 000	60 000				

31	Environnement, Eaux et Forêts	1 024 214	1 024 214				
32	Transports	501 390	501 390				
34	Enseignement Supérieur	6 212 395	6 212 395			1 200 000	1 200 000
36	Energie et de l'Hydraulique			175 000 974	-	87 671 073	262 672 047
40	Elevage et Production Animale	3 301 795	-				
41	Industrie, PME et Promotion du Secteur Privé	969 308	969 308				
43	Culture, Arts et Patrimoine Historique	4 018 465	3 300 000				
64	Budget	799 876	1 185 131				
72	Cour Constitutionnelle			1 000 000	-		
99	Dépenses Communes de l'Etat	-	41 987 995	8 000 000	9 700 500		
Total		172 891 527	175 730 632	187 108 806	9 700 500	706 822 671	774 642 022

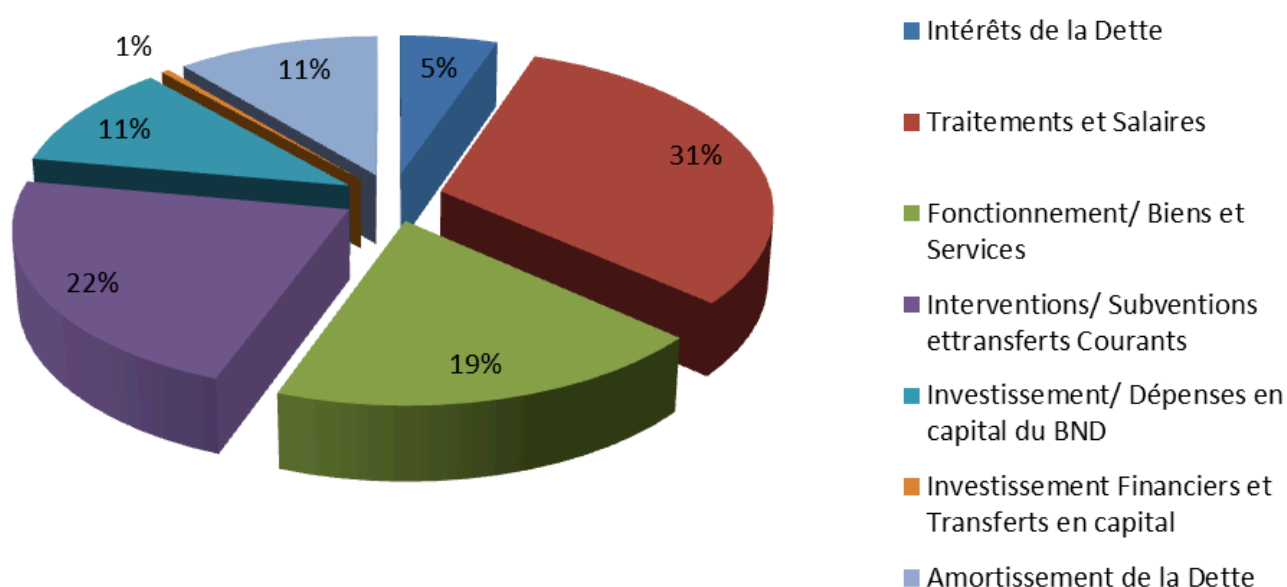


II.2- Analyse globale des dépenses

L'exécution à fin juin des dépenses publiques, y compris les dépenses financées sur ressources extérieures (FINEX), sur la base des paiements effectués se chiffre à 5 323,15 Mds dont 4 707,92 Mds sur ressources intérieures et 615,23 Mds sur financement extérieur.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables, se chiffre à 6 343,20 Mds, soit un accroissement de 3 524, 23 Mds (125%) par rapport à la situation à fin mars qui se situait à 2 818,97 Mds.

Graphique3: Paiement des dépenses par titre



Sur une prévision à fin juin 2017 de 6 007,00 Mds, les dépenses publiques hors amortissement de la dette et FINEX ont été payées à hauteur de 4 185,21 Mds soit 72,76%. A fin mars 2017, les paiements se sont situés à 2 360,03 Mds soit un accroissement de 2 176,43 Mds (92,22%).

Les dépenses engagées se sont chiffrées à 5 951,50 Mds sur un objectif semestriel de 6 461,99 Mds soit 92,10%. Les dépenses liquidées ont atteint 4 546,45 Mds soit 76,39 % des dépenses engagées de la période sur lesquelles les ordonnancements effectués s'élèvent à 4 362,83 Mds soit 95,96% des dépenses liquidées contre une prise en charge comptable de 6 343,20 Mds.

II.2.1- Analyse des dépenses par titre

L'analyse de l'exécution des dépenses de l'Etat par titre à fin juin 2017 s'articule autour des titres suivants :

Dépenses courantes

- Intérêts de la dette;
- Personnel/Traitements et salaires;
- Fonctionnement/Biens et Services;
- Intervention/Subventions et transferts courants.

Dépenses en capital

- Investissement/Dépenses en capital;
- Investissements financiers et transferts en capital.

Amortissement de la dette

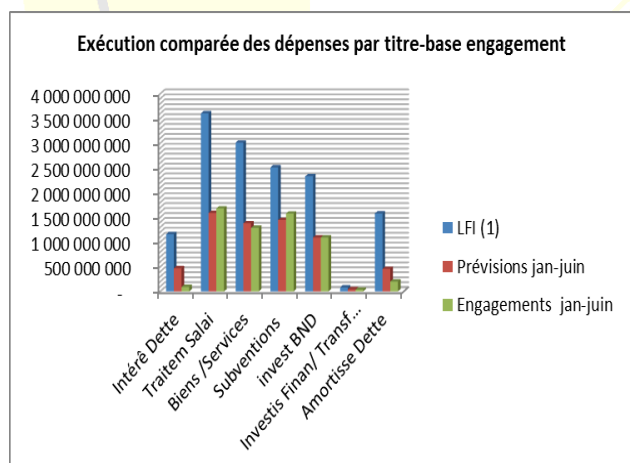
A- Dépenses courantes

A fin juin 2017, sur une prévision semestrielle de 4 875,11 Mds, les dépenses courantes ont été engagées à hauteur de 4 627,40 Mds (94,91%) contre des prises en charge comptable de 4 620,30 Mds et des paiements de l'ordre de 4 142,54 Mds (84,97%).

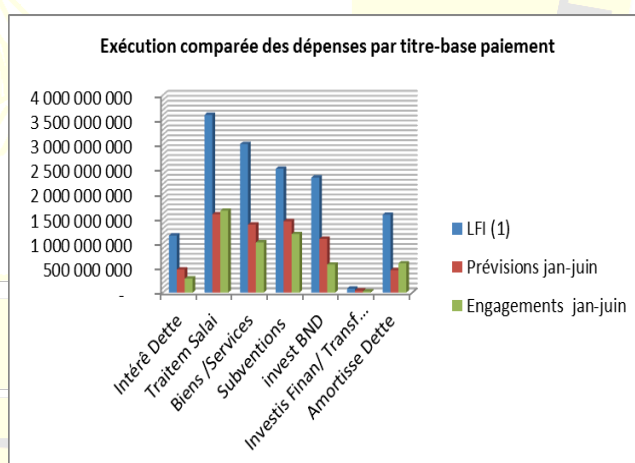
Comparé au premier trimestre 2017 dont les paiements se sont chiffrés à 1 991,72 Mds, l'accroissement à fin juin est de 2 150,92 Mds (107,08%).

Cette exécution, présentée en annexe dans le tableau N°10, se décompose par titre ainsi qu'il suit :

Graphique 4.



Graphique 5.



- **Titre I : Intérêts de la dette**

Sur un objectif de 467,80 Mds au premier semestre 2017, les intérêts de la dette ont été engagés à hauteur de 89,58 Mds (19,15%) et payés 283,84 Mds (60,67%). Cette exécution concerne les intérêts bailleurs intérieurs de 195,10 Mds (68,73 %) et les intérêts bailleurs extérieur hors PPTE pour 88,74 Mds (31,26%).

Rapporté à la prévision annuelle de 1 156,10 Mds, le taux d'exécution est de 24,55%.

- **Titre II : Personnel /Traitements et salaires**

Au titre des traitements et salaires, il a été réalisé à fin juin 2017 par rapport à un objectif de 1 585,91 Mds, sur base engagement, un montant de 1 677,18 Mds (105,76%), sur base prise en charge comptable 1 671,33 Mds et sur base paiement 1 657,95 Mds (104,54%).

Les paiements au 30 juin 2017 ont connus une hausse de 901,99 Mds par rapport au premier trimestre; soit un taux d'accroissement de 119,32%.

Par rapport à la prévision annuelle de 3 600,45 Mds, l'exécution des traitements et salaires représente 46,04%.

Cette exécution de traitement et salaires se décompose ainsi qu'il suit:

- Rémunérations fonctionnaires et contractuels permanents: 1 089,90 Mds (98,66%) engagés et payés contre une prévision de 1 104,61 Mds;
- Rémunérations militaires: 338,23 Mds engagés et payés (118,71%) contre une prévision de 284,92 Mds; le dépassement enregistré représente les 20% d'augmentation des rémunérations de l'armée.
- Rémunérations ambassades: 31,52 Mds (122,94%) engagés et 16,05 Mds (56,23%) payés contre une prévision de 28,54 Mds; la différence entre les engagements et la prévision est due à la variation du taux de change et le paiement du dernier trimestre de l'année 2016.
- Rémunérations contractuels temporaires: 70,32 Mds (113,62%) engagés et 68,93 Mds (111,37%) payés contre une prévision de 61,89 Mds; ce dépassement par rapport à l'objectif s'explique par la prise en charge des arrêtés conjoints non budgétisés.
- Rémunérations particulières hors projet: 147,20 Mds (138,94%) engagés et 144,85 Mds (136,72%) payés contre une prévision de 105,94 Mds ; cette situation est due au paiement des arriérés 2015 et 2016 de salaires des experts russes, la variation à la hausse du taux de change et le paiement des indemnités des examens.

• Titre III : Fonctionnement/Biens et Services

Sur un objectif de 1 376,35 Mds au premier semestre 2017, il a été réalisé sur base engagement 1 286,64 Mds (93,48%), sur base prise en charge comptable 1 281,02 et sur base paiement 1 016,91 Mds (73,88%).

Par rapport au premier trimestre, les paiements au 30 juin 2017 se sont accrus de 632,92 Mds; soit un taux d'accroissement de 164,83%.

Comparé à la prévision annuelle de 3 009,63 Mds, le taux d'exécution se situe à 33,78%. Par rapport à la prévision annuelle, l'exécution par chapitre se présente ainsi qu'il suit :

- Fournitures et biens courants: 140,59 Mds engagés (30,58%) et 111,19 Mds payés (17,83%) contre une prévision de 272,92 Mds ;
- Fournitures et biens spécifiques: 398,27 Mds engagés (49,85%) et 340,84 Mds payés (42,66%) contre une prévision de 798,91 Mds ;
- Prestations diverses: 94,79 Mds engagés (42,17%) et 57,93 Mds payé (25,77%) contre une prévision de 224,75 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Téléphone : 135,67 Mds engagés (45,82%) et 122,50 Mds payés (41,38%) contre une prévision de 296,06 Mds ;
- Frais de déplacements : 105,50 Mds engagés (52,85%) et 76,58 Mds payés (38,36%) contre une prévision de 199,59 Mds ;
- Frais de représentations et manifestations: 27,73 Mds engagés (68,36%) et 21,95 Mds payés (54,12%) contre une prévision de 40,56 Mds ;
- Entretien maintenance immobilisations: 10,14 Mds engagés (28,71%) et 7,03 Mds payés (19,90%) contre une prévision de 35,32 Mds ;
- Dépenses diverses: 297,62 Mds engagés (31,79%) et 220,04 Mds payés (23,51%) contre une prévision de 936,02 Mds ;
- Acquisition matériels, mobiliers, véhicules: 57,36 Mds engagés (34,83%) et 45,55 Mds payés (27,66%) contre une prévision de 164,69 Mds ;
- Acquisition Rénovation Bâtiments: 11,42 Mds engagés (44,47%) et 5,95 Mds payés (23,17%) contre une prévision de 25,68 Mds ;
- Frais Etudes et Recherches: 7,53 Mds engagés (49,97%) et 7,34 Mds payés (48,71%) contre une prévision de 15,07 Mds.

La faible exécution des achats des biens et services par rapport à la prévision annuelle s'explique essentiellement par le gel des crédits sur certaines lignes budgétaires en

attendant la mise en place de certaines procédures de rationalisation de la dépense publique, notamment la centrale d'achat.

• **Titre IV: Intervention/Subventions et transferts courants**

Sur un objectif semestriel de 1 445,05 Mds, il a été réalisé sur base engagement 1 574,00 Mds (108,92%), sur base prise en charge comptable 1 384,09 Mds et 1 183,93 Mds (81,93%) sur base paiement.

Par rapport au premier trimestre, les paiements au 30 juin 2017 se sont accrus de 523,07 Mds; soit un taux d'accroissement de 79,15%.

Sur un effectif total de 371 entités bénéficiaires de subventions et transfert au titre de la LFI 2017, 257 ont connu une exécution de 356,05 Mds contre une prévision annuelle de 712,25 Mds soit un taux d'exécution global de 50%.

Les 304 collectivités locales (38 communes urbaines et 266 communes rurales) ont exécuté au 30 juin 2017 un montant de 25,56 Mds sur une prévision annuelle de 51,11 Mds ; soit un taux d'exécution de 50%.

L'exécution au 30 juin 2017 des subventions et transferts au niveau des dépenses communes se chiffre à 342,98 Mds sur engagement et ordonnancement contre 680,23 Mds ; soit un taux d'exécution de 50,42%.

Le niveau de paiement des dépenses de subventions s'est situé à 1 183,93 Mds contre une prise en charge comptable de l'ordre de 1 384,09 Mds.

Rapporté à la prévision annuelle de 2 508,44 Mds, le taux d'exécution est de 47,19%.

Cette exécution concerne :

- Subvention d'exploitation : 386,40 Mds engagés (42,28%) et 243,93 Mds payés (26,90%) contre une prévision de 906,83 Mds;
- Subvention d'équilibre non ventilée : 680,55 Mds engagés (105,10%) et 634,70 Mds payés (98,02%) contre une prévision de 647,53 Mds; cette situation de supériorité des engagements sur la prévision est due à l'adoption des décrets d'avance d'un montant de 179,11 Mds ;
- Transferts courants aux ménages : 339,02 Mds engagés (52,35%) 163,02 Mds payés (23,55%) contre une prévision de 692,15 Mds;
- Contributions Internationales : 168,04 Mds engagés (64,16%) et 142,28 Mds payés (54,32%) contre une prévision de 261,92 Mds.

La situation des subventions et transferts à fin juin 2017 est présentée dans les tableaux 14 et 15 joints en annexe.

B- Dépenses en capital (BND et FINEX)

L'exécution à fin juin des investissements publics sur la base des paiements effectués se chiffrent à 1 136,19 Mds dont 589,43 Mds pour les ressources intérieures (51,87%) et 546,76 Mds sur financement extérieur (48,12%). La prise en charge comptable des dépenses en capital se chiffre à 1 673,61 Mds

Les paiements au 30 juin 2017 se sont accrus de 716,79 Mds par rapport au premier trimestre; soit un taux d'accroissement de 170,91%.

Rapporté à la prévision annuelle y compris FINEX de 4 823,95 Mds, le taux d'exécution est de 23,55%.

- Dépenses d'investissement BND

Sur l'objectif de 1 131,35 Mds au premier semestre 2017, il a été réalisé sur base engagement un montant de 1 125,06 Mds (99,44%), sur base prise en charge comptable 1 105,05 Mds et 589,43 Mds (52,09%) sur base paiement.

Sur une prévision annuelle de 2 407,95 Mds, les dépenses d'investissement ont été payées à hauteur de 589,43 Mds (24,47%).

- Dépenses d'investissement FINEX

Au cours du premier semestre 2017, les dépenses d'investissements sur FINEX ont été exécutées à hauteur de 560,47 Mds sur une prévision annuelle de 2 444,39 Mds; soit un taux d'exécution de 22,93%.

Comparées à l'exécution du premier trimestre 2017, les dépenses d'investissements sur FINEX ont été exécutées à hauteur de 301,29 Mds soit un accroissement de 259,18 Mds (86%). Cette situation s'explique par la hausse du niveau des dépenses d'investissement dans tous les secteurs et principalement dans ceux des mines, industries, énergie, eau urbaines, tourisme (82,09 Mds), de l'éducation (71,63 Mds), des Infrastructures (50,22 Mds), de la santé (25,89 Mds) et du développement rural (10,96 Mds).

Cette exécution semestrielle se présente ainsi qu'il suit :

Tableau : Synthèse de l'exécution des investissements sur FINEX à fin juin 2017 en milliards de GNF

Secteur et projets	Fin mars 2017	Fin Juin 2017	Ecart	
			GNF	%
Développement rural	3,65	14,61	10,96	300%
Programme national d'appui filières agricoles	1,78	8,98	7,2	404%
Projet d'appro. eau et assainissement Boké-Telimélé	1,5	1,5	0	-
Etudes fruits et légumes Mamou-Kindia Phase 2	0,37	0,37	0	-
Projet régional pêche Afrique de l'ouest	0	3,68	3,68	-

Projet d'appui institutionnel au SNAPE	0	0,08	0,08	-
Mines, industrie, énergie, eau urbaines, Tourisme	183,00	265,09	82,09	45%
Projet d'appui aux PME	59,83	69,32	9,49	16%
Appui gouvernance secteur minier	0	14,38	14,38	-
AEP des sept villes (Boké, Téliélé...)	0	0,69	0,69	-
Renforcement système AEP de Conakry	0,05	0,44	0,39	780%
AEP des cinq villes (Gaoul, Tg, Lel, Lola et Ymou)	0	0,91	0,91	-
Réhabilitation réseau électrique Conakry	25,48	36,63	11,15	44%
Réhabilitation réseau électrique Conakry	0,63	0,74	0,11	17%
Electrification rurale	4,01	14,93	10,92	272%
Electrification rurale CIV-SLeone-Liberia-Guinée	0,35	2,89	2,54	726%
Projet réhabilitation centrale électrique Kaloum (ex Tombo 5)	81,57	85,8	4,23	5%
Projet redressement secteur énergie PRSE	11,08	38,36	27,28	246%
Infrastructures	0,98	51,20	50,22	5124%
Assainissement quartier Moussoudougou	0,08	0,99	0,91	1138%
Etudes construction routes Labé-Madina Gounas	0	48,44	48,44	-
Etudes et supervision construction pont Koussi Mil	0,90	1,77	0,87	97%
Santé	38,20	64,09	25,89	68%
Réhabilitation, extension et équipement Hôpital Donka	34,68	49,09	14,41	42%
Projet SS prime (Labé-Mamou-Faranah)	3,52	15	11,48	326%
Social	1,39	12,33	10,94	787%
Booster employabilité des jeunes	1,01	11,95	10,94	1083%
Relance sociale post Ebola	0,38	0,38	0	0%
Education	26,41	98,04	71,63	271%
Programme appui secteur Enseignement primaire	6,57	10,15	3,58	54%
Construction et équipement 50 collèges ruraux	0,4	12,25	11,85	2963%
Projet de construction des ERAM	19,44	17,54	-1,9	-10%
Fonds commun Education de base	0	58,1	58,1	-
Administration générale et autres	47,66	55,11	7,45	16%
Troisième projet PACV	47,66	55,11	7,45	16%
Total	301,29	560,47	259,18	86%

Source: DNIP

C- Investissements financiers/transferts en capital

Sur un objectif semestriel de 41,86 Mds, il a été réalisé sur base engagement un montant de 35,74 Mds (85,38%), sur base prise en charge comptable 22,67 Mds et 24,05 Mds (57,46%) sur base paiement. Ce paiement ne concerne que les subventions en capital pour 11,34 Mds et les prises de participations pour 12,72 Mds.

Les paiements au titre des dépenses d'investissements financiers ont été de 24,05 Mds contre une prévision annuelle de 78,30 Mds (30,71%).

D- Amortissement de la dette

Sur l'objectif de 455,52 Mds au premier semestre 2017, les engagements s'élèvent à 199,03 Mds (43,69%), la prise en charge comptable à 198,72 Mds (43,62%) et le paiement se chiffrent à 88,93 Mds (19,52%). Ce montant concerne uniquement la dette extérieure.

Sur une prévision annuelle de 1 576, 57 Mds, les dépenses de l'amortissement de la dette ont été exécutées à hauteur de 591,17 Mds (37,50%).

II.2.2- Situation des restes à payer

Au 30 juin 2017, les instances de paiement à l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) et à la Paierie Générale du Trésor (PGT) s'élèvent à 425,64 Mds décomposés ainsi qu'il suit par poste comptable :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.....38,67 Mds
- Paierie Générale du Trésor.....386,97 Mds

Il convient de mentionner que les restes à payer sur les investissements publics représentent la part la plus importante et se chiffrent à 308,49 Mds (72,48%).

Tableau 19 : Etat récapitulatif des instances physiques à la DNTCP au 30 juin 2017 (en GNF)

Titre Budgétaire	ACCT	PGT	TOTAL
Intérêts de la dette	0	0	0
Traitements et Salaires	588 502 432	80 590 000	669 092 432
Biens et Services	12 990 531 223	67 930 948 737	80 921 479 960
Interventions, Subventions et Transferts Courants	12 874 656	35 535 479 617	35 548 354 273
Investissements dépenses en capital	25 077 402 206	283 410 364 151	308 487 766 357
Transferts dépenses en capital	-	12 250 000	12 250 000
TOTAL	38 669 310 517	386 969 632 505	425 638 943 022

Source: DNTCP

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le Solde budgétaire hors dons à fin juin s'est chiffré à 167,20 Mds représentant 0,25% du PIB contre une prévision de -853,5 Mds.

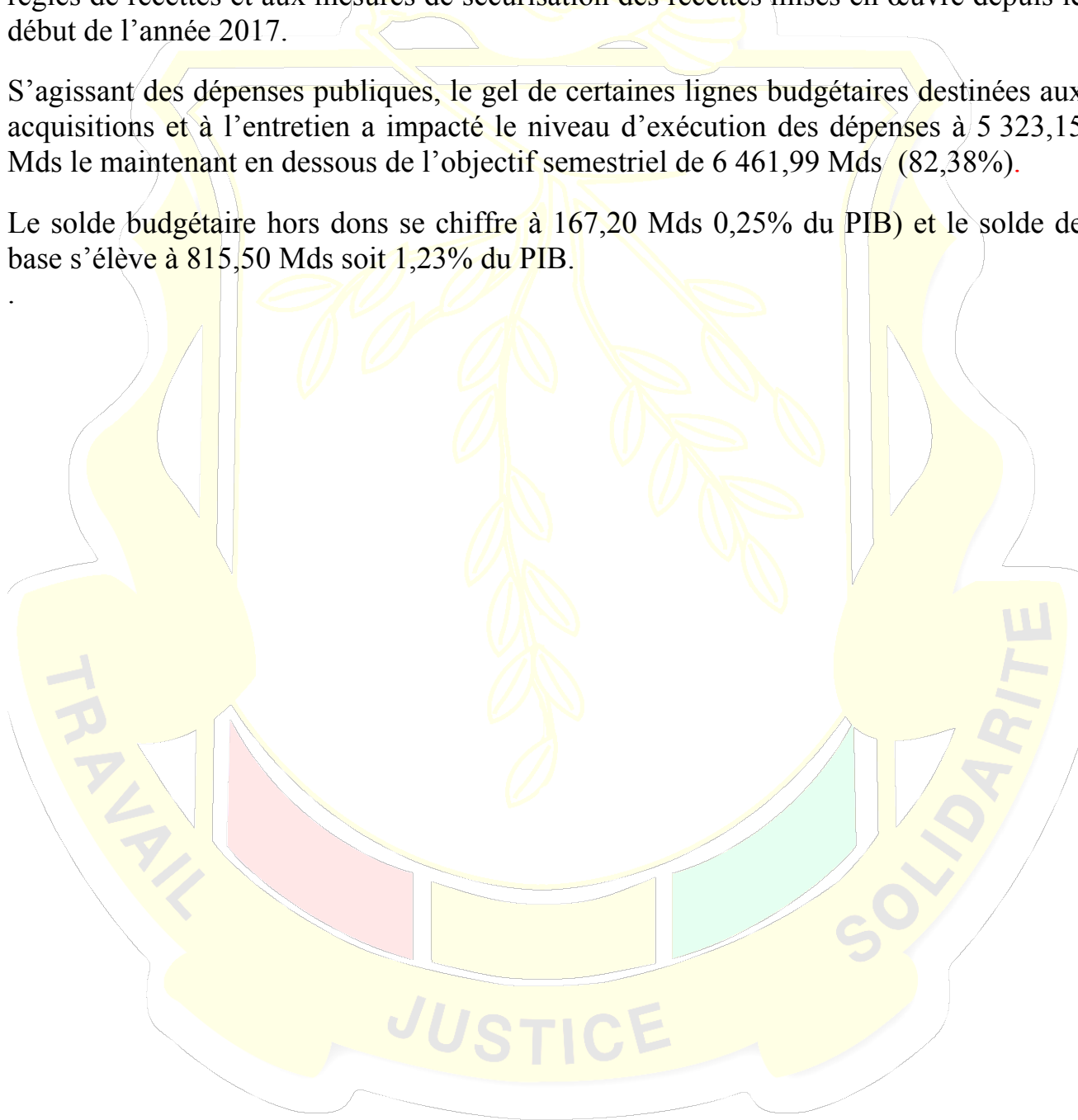
Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à 1,23% et 1,53 % contre des objectifs de 0,36% et de 1 ,03% du PIB.

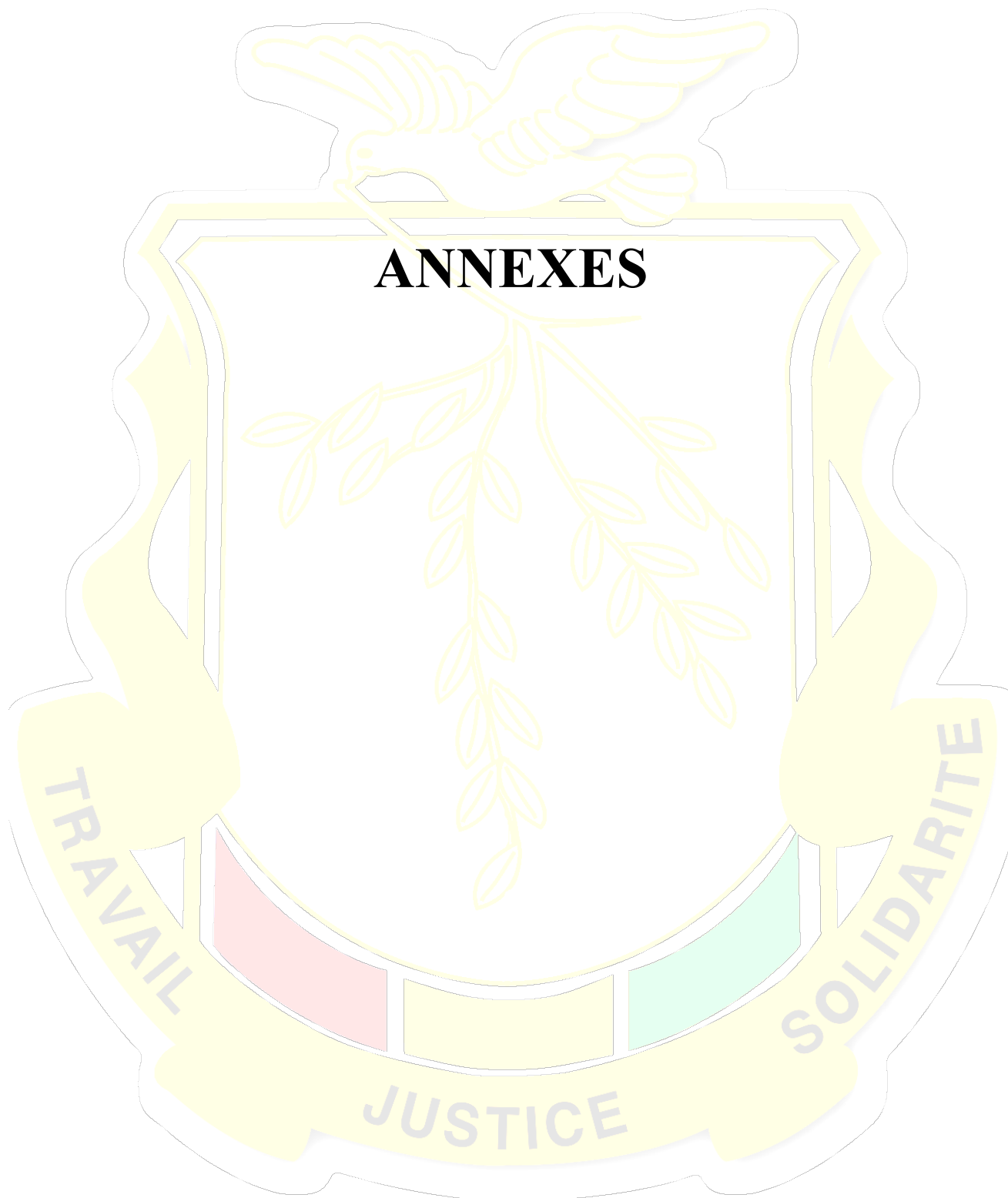
IV-CONCLUSION

Comparativement à la situation à fin mars 2017, l'exécution du budget de l'Etat au 30 juin 2017 fait globalement apparaître une mobilisation des recettes, toutes natures confondues, légèrement supérieure à l'objectif semestriel (105,06 %). Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 6 985,19 Mds (116,91%) et les recettes non fiscales se sont situées à 311,86 Mds (105,64%), suite à un meilleur encadrement des régies de recettes et aux mesures de sécurisation des recettes mises en œuvre depuis le début de l'année 2017.

S'agissant des dépenses publiques, le gel de certaines lignes budgétaires destinées aux acquisitions et à l'entretien a impacté le niveau d'exécution des dépenses à 5 323,15 Mds le maintenant en dessous de l'objectif semestriel de 6 461,99 Mds (82,38%).

Le solde budgétaire hors dons se chiffre à 167,20 Mds (0,25% du PIB) et le solde de base s'élève à 815,50 Mds soit 1,23% du PIB.





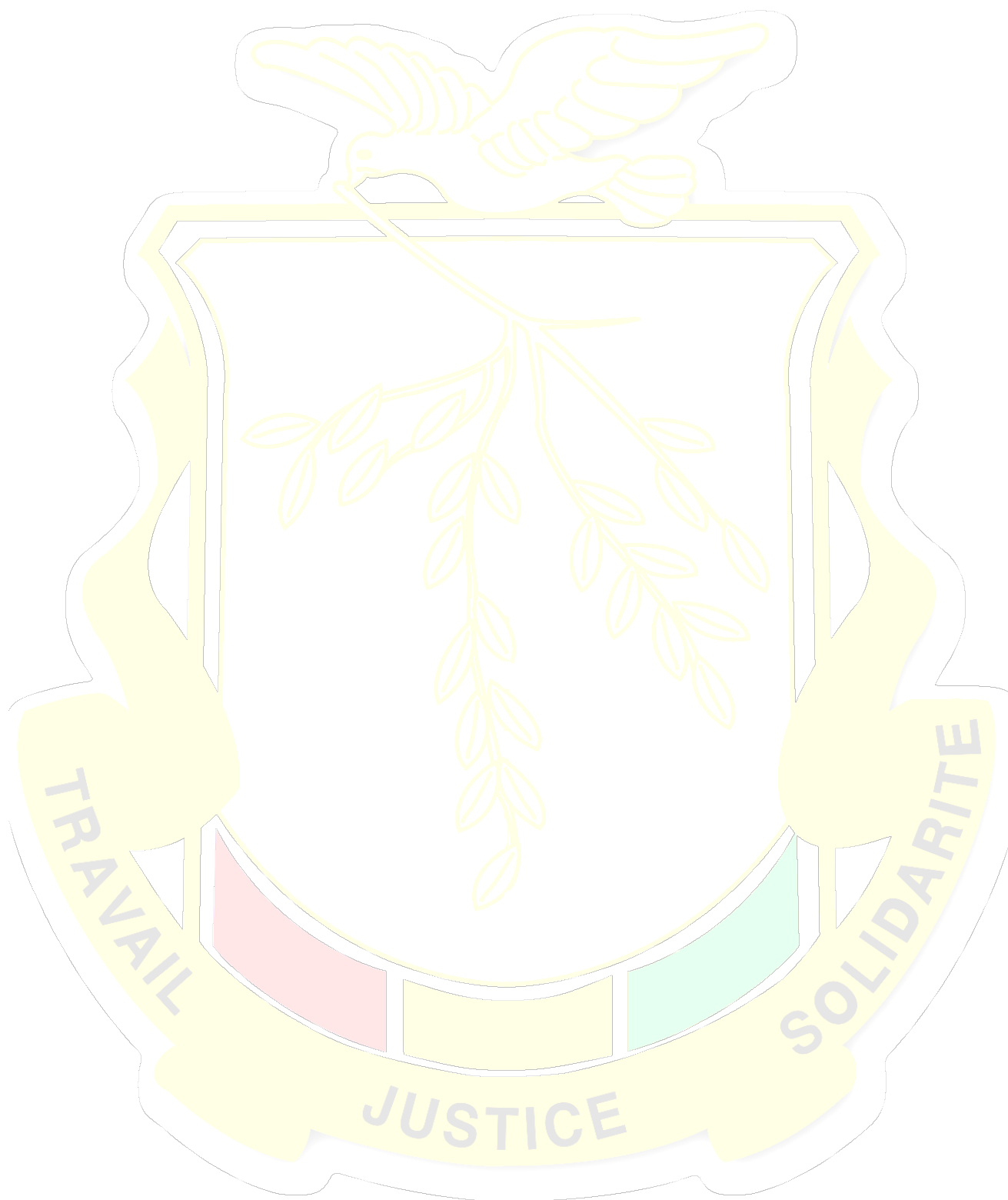


Tableau n°11: Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX à fin juin 2017
(en milliers de GNF)

Libellés	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Prévisions jan-juin	Engagements jan-juin		Paielements jan-juin	
					Fin juin	Taux d'exécution	Fin juin	Taux d'exécution/ T2
Intérêts de la Dette	1 156 098 932	-	1 156 098 932	467 804 820	89 582 674	19,15%	283 844 409	60,68%
Traitements et Salaires	3 600 451 016	-	3 600 451 016	1 585 907 137	1 677 183 659	105,76%	1 657 859 207	104,54 %
Fonctionnement/ Biens et Services	3 009 626 834	2 839 104	3 006 787 730	1 376 354 902	1 286 637 226	93,48%	1 016 911 194	73,88%
Interventions/ Subventions et transferts Courants	2 508 441 608	177 408 306	2 685 849 914	1 445 047 948	1 574 003 771	108,92%	1 183 928 061	81,93%
Investissement/ Dépenses en capital du BND	2 329 653 867	67 819 350	2 261 834 517	1 089 489 406	1 089 317 666	99,98%	565 378 267	51,89%
Investissement Financiers et Transferts en capital	78 300 000	-	78 300 000	41 863 498	35 742 400	85,38%	24 055 284	57,46%
Amortissement de la Dette	1 576 571 680	-	1 576 571 680	455 524 724	199 028 114	43,69%	591 176 002	129,78 %
TOTAL	14 259 143 937	106 749 852	14 365 893 789	6 461 992 435	5 951 495 510	92,10%	5 323 152 424	82,38%

Tableau n°12: Exécution Globale / Phases de la Dépense publique et par Administration à fin juin 2017

(en milliers de GNF)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Engagements jan-juin		Liquidations jan-juin		Ordonnancements jan-juin		Paielements jan-juin	
				Fin Juin	Taux d'exécution	Fin Juin	Taux d'exécution	Fin Juin	Taux d'exécution	Fin Juin	Taux d'exécution
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	356 200 161	-	356 200 161	222 873 314	63%	146 944 374	41%	146 944 374	41%	181 210 419	51%
PRIMATURE	77 547 037	2 500 000	80 047 037	20 834 475	26%	17 334 945	22%	17 334 945	22%	18 808 164	23%
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 564 668 006	-	1 564 668 006	908 887 502	58%	766 533 173	49%	675 057 076	43%	813 706 533	52%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	366 063 649	-	366 063 649	157 174 122	43%	152 772 451	42%	152 772 451	42%	45 843 118	13%
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	396 442 127	-	396 442 127	131 103 017	33%	127 372 663	32%	127 372 663	32%	125 437 500	32%
MINISTERE DE LA JUSTICE	97 888 913	3 778 826	101 667 739	46 803 593	46%	42 419 636	42%	42 419 636	42%	40 246 017	40%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	277 021 501	3 628 625	280 650 126	165 236 302	59%	11 675 069	4%	11 675 069	4%	103 050 393	37%
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	105 516 920	-	105 516 920	20 614 300	20%	18 904 012	18%	18 582 012	18%	15 993 712	15%
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	397 182 795	-	397 182 795	89 402 526	23%	86 386 670	22%	86 386 670	22%	88 921 723	22%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	60 527 987	21 013 766	81 541 753	38 687 002	47%	30 923 927	38%	30 923 927	38%	27 364 901	34%

MINISTERE DE L'AGRICULTURE	449 541 919	7 000 000	456 541 919	124 048 932	27%	109 454 651	24%	109 454 651	24%	88 400 788	19%
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	121 880 491	-	121 880 491	18 539 721	15%	14 442 903	12%	14 442 903	12%	18 539 721	15%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	60 810 422	2 839 104	63 649 526	20 175 061	32%	19 746 472	31%	19 746 472	31%	19 253 543	30%
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 079 433 975	104 342 520	1 183 776 495	463 437 017	39%	359 094 498	30%	359 094 498	30%	301 451 393	25%
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	103 623 967	-	103 623 967	16 280 071	16%	16 010 403	15%	16 010 403	15%	14 951 852	14%
MINISTERE DU COMMERCE	52 084 653	-	52 084 653	21 056 641	40%	20 622 641	40%	20 622 641	40%	19 898 127	38%
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 607 469	-	19 607 469	5 982 231	31%	5 604 926	29%	5 211 848	27%	5 190 040	26%
MINISTERE DE LA SANTE	1 322 564 335	-	1 322 564 335	207 979 107	16%	200 634 908	15%	200 634 908	15%	170 654 269	13%
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	137 573 840	-	137 573 840	26 854 132	20%	16 420 944	12%	16 420 944	12%	18 309 650	13%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 473 208 025	-	1 473 208 025	580 413 981	39%	555 013 792	38%	555 013 792	38%	548 235 670	37%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	210 535 603	-	210 535 603	63 373 547	30%	41 056 538	20%	41 056 538	20%	53 233 969	25%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	34 246 403	-	34 246 403	12 531 088	37%	11 125 059	32%	11 125 059	32%	10 898 759	32%
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	83 499 152	700 500	84 199 652	20 274 518	24%	19 601 238	23%	19 601 238	23%	10 723 885	13%
ASSEMBLEE NATIONALE	143 584 937	-	143 584 937	90 775 345	63%	90 775 345	63%	90 775 345	63%	90 775 345	63%
COUR SUPREME	19 752 619	-	19 752 619	9 157 579	46%	9 157 579	46%	9 157 579	46%	9 157 579	46%
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	12 769 662	-	12 769 662	8 466 576	66%	8 466 576	66%	8 466 576	66%	4 966 576	39%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 542 882	-	18 542 882	7 158 128	39%	7 158 128	39%	7 158 128	39%	7 158 128	39%
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	10 810 691	-	10 810 691	1 578 310	15%	1 416 522	13%	1 416 522	13%	1 578 310	15%

SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 721 442	-	54 721 442	25 675 770	47%	25 121 869	46%	25 121 869	46%	25 396 547	46%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	149 258 419	-	149 258 419	37 932 711	25%	33 206 676	22%	33 206 676	22%	34 733 239	23%
MINISTERE DES TRANSPORTS	52 281 214	-	52 281 214	25 131 763	48%	24 337 936	47%	24 337 936	47%	22 891 500	44%
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 297 777	-	8 297 777	4 177 625	50%	4 177 625	50%	4 177 625	50%	2 217 020	27%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	912 583 581	-	912 583 581	384 171 402	42%	383 648 500	42%	383 648 500	42%	236 985 113	26%
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 814 301	-	15 814 301	7 851 532	50%	7 851 532	50%	7 851 532	50%	7 851 532	50%
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 542 416 762	-	1 542 416 762	879 151 196	57%	522 176 507	34%	522 176 507	34%	731 253 377	47%
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	35 281 157	-	35 281 157	10 961 599	31%	9 993 128	28%	9 961 128	28%	9 891 467	28%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	20 934 497	3 301 795	24 236 292	8 683 710	36%	4 685 516	19%	4 685 516	19%	4 644 840	19%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	-	12 181 064	2 270 997	19%	1 574 272	13%	1 574 272	13%	598 188	5%
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	147 252 077	718 465	147 970 542	112 028 555	76%	86 629 795	59%	86 629 795	59%	78 026 379	53%
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	-	5 890 553	3 215 027	55%	3 215 027	55%	3 215 027	55%	3 133 293	53%
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	-	6 943 200	3 345 956	48%	3 345 955	48%	3 345 955	48%	3 183 591	46%
MINISTERE DU BUDGET	132 306 628	- 385 254	131 921 374	39 813 509	30%	26 628 456	20%	23 962 955	18%	29 209 117	22%
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	13 774 435	-	13 774 435	8 248 300	60%	8 248 300	60%	8 248 300	60%	8 248 300	60%
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	-	15 000 000	7 500 000	50%	7 500 000	50%	7 500 000	50%	7 500 000	50%

LA COUR CONSTITUTIONNELLE	17 406 580	1 000 000	18 406 580	16 099 013	87%	16 099 013	87%	16 099 013	87%	14 990 231	81%
LA COUR DES COMPTES	25 223 097	-	25 223 097	10 498 012	42%	10 498 012	42%	10 498 012	42%	7 067 238	28%
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	-	2 000 000	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	-	2 723 097	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 792 996	-	2 792 996	1 361 549	49%	1 361 549	49%	1 361 549	49%	680 774	24%
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	10 011 002	-	10 011 002	5 025 292	50%	4 133 077	41%	4 133 077	41%	3 486 956	35%
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	4 465 809 916	43 688 495	4 465 373 031	858 653 854	19%	454 954 080	10%	366 218 461	8%	1 237 203 637	28%
Total	16 704 033 937	106 749 852	16 810 783 789	5 951 495 510	35%	4 546 456 868	27%	4 362 832 573	26%	5 323 152 423	32%

Tableau°13 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures à fin juin (base ordonnancement)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution
PRESIDENCE DE LA REP	356 200 160 886	-	356 200 160 886	0	0,00%	19 329 641 643	5%	118 290 496 991	33,21%	9 324 235 660	2,62 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
PRIMATURE	77 547 037 361	2 500 000 000	80 047 037 361	0	0,00%	1 326 604 706	2%	14 208 340 600	17,75%	1 500 000 000	1,87 %	300 000 000	0,37 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.DE LA DEFENSE	1 564 668 006 054	-	1 564 668 006 054	0	0,00%	223 362 511 086	14%	341 849 463 204	21,85%	109 845 101 466	7,02 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.ADMIN.TERR.DEC	300 258 849 000	-	300 258 849 000	0	0,00%	20 646 774 043	7%	2 915 110 947	0,97%	32 278 665 750	10,7 5%	96 931 899 840	32,2 8%	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.SECURITE.PROT.CI	396 442 127 000	-	396 442 127 000	0	0,00%	103 380 877 336	26%	13 435 309 934	3,39%	2 074 278 500	0,52 %	8 482 197 389	2,14 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.JUSTICE.GAR.SCEA	94 628 013 000	3 778 826 000	98 406 839 000	0	0,00%	23 531 596 339	24%	12 778 479 554	12,99%	0	0,00 %	6 109 559 969	6,21 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.AFF.ETRAN.GETRAN	277 021 501 132	3 628 624 952	280 650 126 084	0	0,00%	9 200 188 507	3%	2 474 880 000	0,88%	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MINISTERE DU PLAN	101 475 919 619	-	101 475 919 619	0	0,00%	11 655 608 029	11%	3 332 154 017	3,28%	2 650 250 000	2,61 %	944 000 000	0,93 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.ECO.ET FINANCES	198 964 095 105	-	198 964 095 105	0	0,00%	65 420 853 247	33%	4 936 584 623	2,48%	1 029 232 500	0,52 %	15 000 000 000	7,54 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN. TRAVAIL ET FP	60 527 987 151	21 013 766 150	81 541 753 301	0	0,00%	11 665 379 730	14%	9 877 138 380	12,11%	9 381 408 500	11,5 1%	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.DE L'AGR	252 488 919 366	7 000 000 000	259 488 919 366	0	0,00%	68 614 923 716	26%	1 276 946 800	0,49%	2 300 484 000	0,89 %	37 262 296 884	14,3 6%	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.PECHE & AQUACUL	38 850 690 849	-	38 850 690 849	0	0,00%	13 349 954 208	34%	273 903 844	0,71%	819 045 250	2,11 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.GEO.MIN	53 769 121 535	2 839 104 000	56 608 225 535	0	0,00%	16 090 992 315	28%	2 633 621 600	4,65%	867 503 500	1,53 %	154 354 730	0,27 %	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.ETATTRAVAUX.PUB.	730 366 174 907	104 342 519 629	834 708 694 536	0	0,00%	8 056 814 310	1%	1 218 400 000	0,15%	0	0,00 %	349 819 283 372	41,9 1%	0	0,00 %	0	0,00 %
MIN.URB.HABIT. CONST	75 517 966 800	-	75 517 966 800	0	0,00%	13 095 972 331	17%	607 174 000	0,80%	0	0,00 %	2 307 256 612	3,06 %	0	0,00 %	0	0,00 %

MN.COMM	48 766 352 962	-	48 766 352 962	0	0,00%	18 902 757 402	39%	1 719 884 000	3,53%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN. HOTEL. TOURISME	19 607 468 984	-	19 607 468 984	0	0,00%	4 384 048 323	22%	827 799 990	4,22%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.SANTE.HY.PUBLIQ	811 428 435 363	-	811 428 435 363	0	0,00%	92 298 173 983	11%	63 266 130 541	7,80%	0	0,00%	45 070 603 295	5,55%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.AFF.SOC.P.F.& E.	53 742 339 749	-	53 742 339 749	0	0,00%	7 519 856 282	14%	1 400 000 000	2,61%	2 252 113 500	4,19%	5 248 974 083	9,77%	0	0,00%	0	0,00%
MIN. ENS.PRE.UNIV	1 323 061 024 930	-	1 323 061 024 930	0	0,00%	491 996 109 258	37%	43 793 978 539	3,31%	443 965 000	0,03%	18 779 738 720	1,42%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.EMP. ENS.TECH&FP	177 285 603 062	-	177 285 603 062	0	0,00%	22 633 060 402	13%	7 302 799 389	4,12%	9 618 900 000	5,43%	1 501 777 950	0,85%	0	0,00%	0	0,00%
MINIST. INFORMATION	34 246 403 051	-	34 246 403 051	0	0,00%	9 476 058 509	28%	1 574 000 000	4,60%	75 000 000	0,22%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN. JEUN.EMPLOI JEUN	37 802 152 486	700 500 000	38 502 652 486	0	0,00%	7 394 036 056	19%	2 242 771 892	5,82%	1 616 828 000	4,20%	8 347 602 119	21,68%	0	0,00%	0	0,00%
ASSEMBLEE.NATIONALE	143 584 937 434	-	143 584 937 434	0	0,00%	45 892 012 120	32%	0	0,00%	44 883 333 333	31,26%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
COUR SUPREME	19 752 618 788	-	19 752 618 788	0	0,00%	3 074 803 519	16%	0	0,00%	5 499 999 758	27,84%	582 775 851	2,95%	0	0,00%	0	0,00%
HAUTE AUTORITE. COMM	12 769 662 126	-	12 769 662 126	0	0,00%	810 240 190	6%	4 156 336 114	32,55%	3 500 000 000	27,41%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
CONSEIL ECO. SOCIAL	18 542 881 887	-	18 542 881 887	0	0,00%	3 398 127 975	18%	0	0,00%	3 760 000 000	20,28%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
SECR. GAL. GOUV	10 810 690 885	-	10 810 690 885	0	0,00%	1 034 177 274	10%	382 345 025	3,54%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
SEC. AFFAIR.RELIG.	54 721 441 915	-	54 721 441 915	0	0,00%	2 328 161 364	4%	255 185 000	0,47%	8 092 362 150	14,79%	14 446 160 360	26,40%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.ENVIRON.EAUX.FOR	99 379 818 951	-	99 379 818 951	0	0,00%	24 563 354 019	25%	2 552 822 619	2,57%	262 500 000	0,26%	5 827 999 535	5,86%	0	0,00%	0	0,00%
MINISTERE TRANSPORTS	52 281 214 360	-	52 281 214 360	0	0,00%	15 027 377 940	29%	3 020 086 000	5,78%	5 450 000 000	10,42%	840 472 252	1,61%	0	0,00%	0	0,00%
GRANDE CHANCEL.	8 297 776 774	-	8 297 776 774	0	0,00%	256 415 314	3%	0	0,00%	3 921 210 000	47,26%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN. ENS.SUP.REC.	912 583 581 421	-	912 583 581 421	0	0,00%	54 891 519 796	6%	1 432 928 085	0,16%	281 650 499 500	30,86%	23 000 000 000	2,52%	22 673 553 000	2,48%	0	0,00%
GRANDS PROJETS	15 814 300 685	-	15 814 300 685	0	0,00%	291 847 464	2%	0	0,00%	7 559 685 000	47,80%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.ETAT ENERGIE ENV	914 660 362 293	-	914 660 362 293	0	0,00%	7 131 292 184	1%	433 891 815	0,05%	494 411 032 331	54,05%	20 200 290 740	2,21%	0	0,00%	0	0,00%

MIN. TEL. ECON.NUM	35 281 156 798	-	35 281 156 798	0	0,00%	8 510 655 386	24%	1 450 472 472	4,11%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MINISTERE ELEVAGE	20 934 497 132	3 301 795 000	24 236 292 132	0	0,00%	4 070 856 334	17%	614 659 850	2,54%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.INDUSTRIE ET PME	7 929 064 207	-	7 929 064 207	0	0,00%	0	0%	1 399 272 184	17,65%	175 000 000	2,21%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.CULTU.ARTS.PATRI	147 252 077 111	476	147 970 542 587	0	0,00%	21 523 754 234	15%	57 457 176 342	38,83%	2 140 157 042	1,45%	5 508 707 199	3,72%	0	0,00%	0	0,00%
SEC ETAT ANTI DROGUE	5 890 553 259	-	5 890 553 259	0	0,00%	0	0%	3 215 027 109	54,58%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION DE BOKE	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 946	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION FARANAH	841 599 991	-	841 599 991	0	0,00%	0	0%	405 570 355	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION KANKAN	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 946	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION KINDIA	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 945	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION LABE	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 946	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION MAMOU	631 199 992	-	631 199 992	0	0,00%	0	0%	304 177 768	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
REGION N'ZEREKORE	1 262 399 991	-	1 262 399 991	0	0,00%	0	0%	608 355 534	48,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
MIN.DU BUDGET	132 306 627 756	385 254 249	131 921 373 507	0	0,00%	13 486 218 454	10%	7 180 584 393	5,44%	0	0,00%	3 296 151 948	2,50%	0	0,00%	0	0,00%
MEDIATEUR.REPUB	13 774 435 120	-	13 774 435 120	0	0,00%	4 957 500 000	36%	0	0,00%	3 290 800 000	23,89%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
CENI	15 000 000 000	-	15 000 000 000	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	7 500 000 000	50,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
COURS.CONST	17 406 580 265	1 000 000 000	18 406 580 265	0	0,00%	2 320 000 300	13%	0	0,00%	13 779 012 939	74,86%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
COUR DES COMPTES	25 223 097 003	-	25 223 097 003	0	0,00%	3 636 463 650	14%	0	0,00%	6 861 548 500	27,20%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
HAUTE COUR DE JUSTIC	2 000 000 003	-	2 000 000 003	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
HAUT CONSEIL COLLECT	2 723 097 003	-	2 723 097 003	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
INST.NAT.IND.DROIT.H	2 792 995 503	-	2 792 995 503	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	1 361 548 500	48,75%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%

MIN.UNITE NAT.CIToy	10 011 002 000	-	10 011 002 000	0	0,00%	0	0%	4 133 077 000	41,29%	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
DETTE, PENSIONS, CTSS ET AUTRES DEPENSES BUDGETAIRES YC FINEX	4 465 809 915 880	- 43 688 495 289	4 422 121 420 591	0	0,00%	0	0%	21 726 498 727	0,49%	342 979 711 794	7,76 %	0	0,00 %	1 512 250 000	0,03 %	0	0,00 %
TOTAL	14 259 143 936 853	106 749 851 669	14 365 893 788 522	0	0	1 480 537 569 278	7%	764 991 687 020	7%	1 423 155 412 473	6%	669 962 102 848	2%	24 185 803 000	0,7 %	0	0

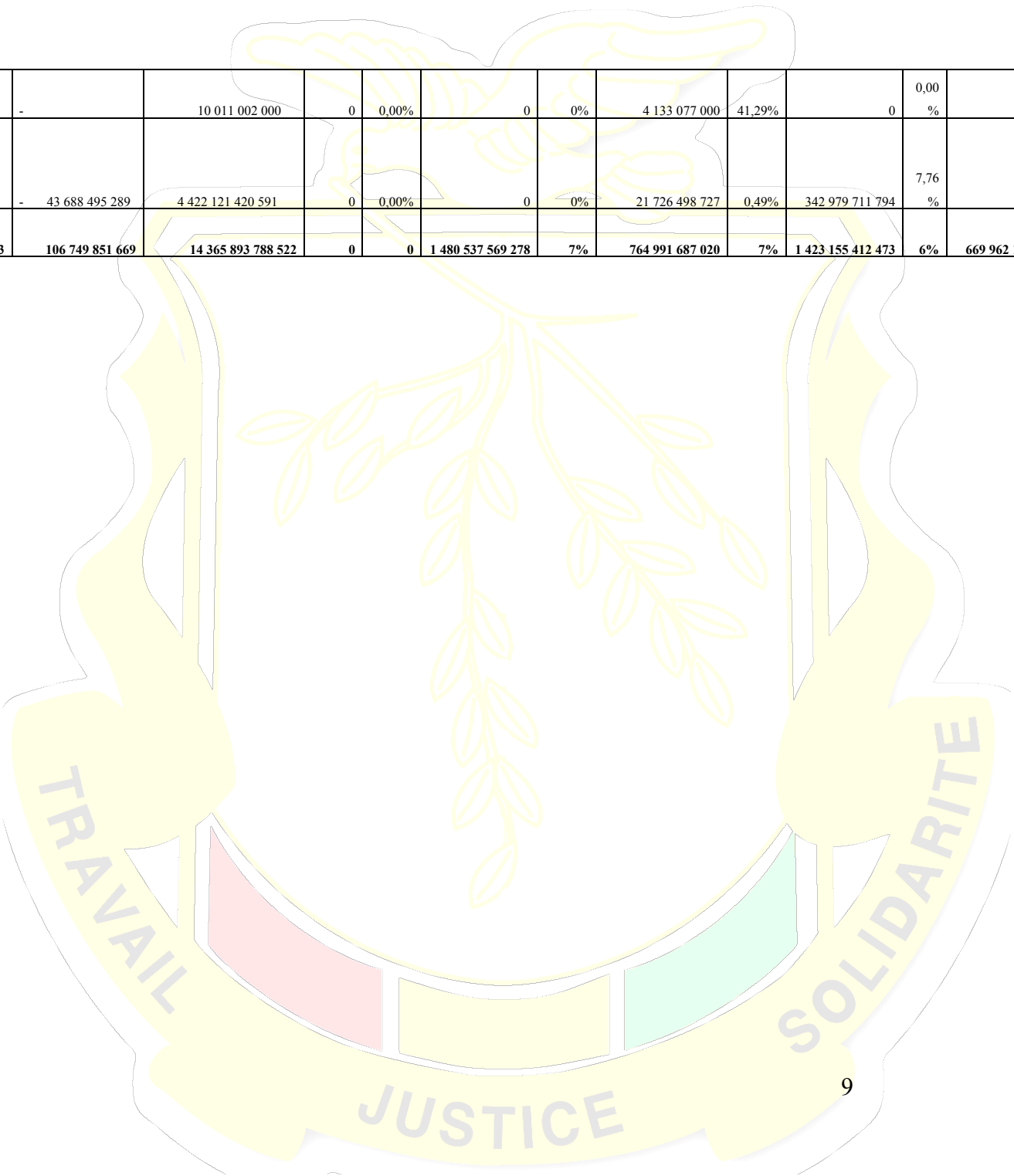


Tableau n°14 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures à fin juin base paiement (en milliers de GNF)

Ministère s/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital sur BND		Investissements dépenses en Capital sur FINEX		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	Fin juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution
Présidence de la Rep	356 200 161	-	356 200 161	-	0,00 %	19 329 642	5,43 %	141 690 719	39,78 %	20 190 058	5,67 %	-	5,67 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Primature	77 547 037	2 500 000	80 047 037	-	0,00 %	1 326 605	1,66 %	14 181 559	17,72 %	1 500 000	1,87 %	1 800 000	1,87 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.de la Défense	1 564 668 006	-	1 564 668 006	-	0,00 %	339 638 820	21,71 %	363 017 752	23,20 %	111 049 961	7,10 %	-	7,10 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Admin.Terr.De c	366 063 649	-	366 063 649	-	0,00 %	20 646 774	5,64 %	2 874 364	0,79 %	17 875 000	4,88 %	4 446 980	4,88 %	55 110 600	15,05 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Sécurité.Prot. Ci	396 442 127	-	396 442 127	-	0,00 %	103 380 877	26,08 %	12 074 425	3,05 %	1 500 000	0,38 %	8 482 197	0,38 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Justice.Gar.Sc ea	97 888 913	3 778 826	101 667 739	-	0,00 %	23 531 596	23,15 %	16 714 421	16,44 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Aff.Etran.GEtran	277 021 501	3 628 625	280 650 126	-	0,00 %	24 555 993	8,75 %	46 062 444	16,41 %	32 431 957	11,56 %	-	11,56 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Ministère du Plan	105 516 920	-	105 516 920	-	0,00 %	11 655 608	11,05 %	4 016 104	3,81 %	322 000	0,31 %	-	0,31 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Eco.et Finances	397 182 795	-	397 182 795	-	0,00 %	65 458 248	16,48 %	7 611 358	1,92 %	852 116	0,21 %	15 000 000	0,21 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Travail et FP	60 527 987	21 013 766	81 541 753	-	0,00 %	11 665 380	14,31 %	8 436 862	10,35 %	7 262 659	8,91 %	-	8,91 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.de l'Agr	449 541 919	7 000 000	456 541 919	-	0,00 %	69 121 008	15,14 %	8 345 184	1,83 %	2 000 484	0,44 %	8 934 112	0,44 %	3 648 700	0,80 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Pêche & Aquacul	121 880 491	-	121 880 491	-	0,00 %	13 349 954	10,95 %	878 722	0,72 %	819 045	0,67 %	3 492 000	0,67 %	3 678 200	3,02 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Géo. Min	60 810 422	2 839 104	63 649 526	-	0,00 %	16 090 992	25,28 %	2 295 047	3,61 %	867 504	1,36 %	-	1,36 %	14 384 500	22,60 %	-	0,00 %	-	0,00 %

Min.Etat Travaux. Pub.	1 079 433 975	104 342 520	1 183 776 495	-	0,00 %	8 056 814	0,68 %	1 218 400	0,10 %	-	0,00 %	292 176 178	0,00 %	50 229 500	4,24 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Urb. Habit. Const	103 623 967	-	103 623 967	-	0,00 %	13 095 972	12,64 %	513 784	0,50 %	-	0,00 %	1 342 096	0,00 %	99 600	0,10 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Mn.Com m	52 084 653	-	52 084 653	-	0,00 %	18 902 757	36,29 %	995 370	1,91 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Hotel. Tourisme	19 607 469	-	19 607 469	-	0,00 %	4 384 048	22,36 %	805 992	4,11 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Santé .Hy.Publi q	1 322 564 335	-	1 322 564 335	-	0,00 %	92 298 174	6,98 %	65 248 808	4,93 %	-	0,00 %	13 107 287	0,00 %	64 099 400	4,85 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Aff.S oc.P.F.& E.	137 573 840	-	137 573 840	-	0,00 %	7 519 856	5,47 %	2 094 280	1,52 %	1 977 114	1,44 %	6 718 400	1,44 %	383 500	0,28 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Ens.pré.u niv	1 473 208 025	-	1 473 208 025	-	0,00 %	508 811 841	34,54 %	33 995 646	2,31 %	443 965	0,03 %	4 984 219	0,03 %	81 514 100	5,53 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Emp. Ens.Tech &FP	210 535 603	-	210 535 603	-	0,00 %	43 667 207	20,74 %	5 360 461	2,55 %	4 206 300	2,00 %	-	2,00 %	17 544 400	8,33 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Minist. Informati on	34 246 403	-	34 246 403	-	0,00 %	9 476 059	27,67 %	1 347 700	3,94 %	75 000	0,22 %	-	0,22 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Jeun.Emp loi Jeu	83 499 152	700 500	84 199 652	-	0,00 %	7 394 036	8,78 %	1 746 310	2,07 %	1 333 539	1,58 %	250 000	1,58 %	11 955 000	14,20 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Assemblé e.National e	143 584 937	-	143 584 937	-	0,00 %	45 892 012	31,96 %	-	0,00 %	44 883 333	31,26 %	-	31,26 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Cour Suprême	19 752 619	-	19 752 619	-	0,00 %	3 074 804	15,57 %	-	0,00 %	5 500 000	27,84 %	582 776	27,84 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Haute Autorité. Comm	12 769 662	-	12 769 662	-	0,00 %	810 240	6,35 %	4 156 336	32,55 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Conseil Eco. Social	18 542 882	-	18 542 882	-	0,00 %	3 398 128	18,33 %	-	0,00 %	3 760 000	20,28 %	-	20,28 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Secr. Gal Gouv	10 810 691	-	10 810 691	-	0,00 %	1 034 177	9,57 %	544 133	5,03 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Sec. Affair.Rel ig.	54 721 442	-	54 721 442	-	0,00 %	2 328 161	4,25 %	809 086	1,48 %	8 092 362	14,79 %	14 166 938	14,79 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Envi ron.Eaux. For	149 258 419	-	149 258 419	-	0,00 %	24 563 354	16,46 %	515 385	0,35 %	262 500	0,18 %	9 392 000	0,18 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %

Ministère Transport s	52 281 214	-	52 281 214	-	0,00 %	15 027 378	28,7 4%	2 914 122	5,57 %	4 950 000	9,47 %	-	9,47 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Grande Chancel.	8 297 777	-	8 297 777	-	0,00 %	256 415	3,09 %	-	0,00 %	1 960 605	23,6 3%	-	23,6 3%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Ens.Sup. Rec.	912 583 581	-	912 583 581	-	0,00 %	54 891 520	6,01 %	1 458 568	0,16 %	146 298 251	16,0 3%	23 000 000	16,0 3%	-	0,00 %	11 336 774	1,24 %	-	0,00 %
Grands Projets	15 814 301	-	15 814 301	-	0,00 %	291 847	1,85 %	-	0,00 %	7 559 685	47,8 0%	-	47,8 0%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Etat Energie Env	1 542 416 762	-	1 542 416 762	-	0,00 %	7 131 292	0,46 %	17 290	0,00 %	570 133 742	36,9 6%	153 971 053	36,9 6%	174 789 700	11,3 3%	-	0,00 %	-	0,00 %
Min. Tél. Econ.Nu m	35 281 157	-	35 281 157	-	0,00 %	8 510 655	24,1 2%	1 380 812	3,91 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Ministère Elevage	20 934 497	3 301 795	24 236 292	-	0,00 %	4 070 856	16,8 0%	573 984	2,37 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Indu strie et PME	12 181 064	-	12 181 064	-	0,00 %	-	0,00 %	423 188	3,47 %	175 000	1,44 %	-	1,44 %	69 324 400	569, 12%	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.Cult u.Arts.Pat ri	147 252 077	718 465	147 970 542	-	0,00 %	21 515 075	14,5 4%	52 050 084	35,1 8%	929 189	0,63 %	3 532 031	0,63 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Sec Etat Anti drogue	5 890 553	-	5 890 553	-	0,00 %	-	0,00 %	3 133 293	53,1 9%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
ENSEMB LE DES GOUVER NORATS	6 943 200	-	6 943 200	-	0,00 %	-	0,00 %	3 179 891	45,8 0%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Min.du Budget	132 306 628	- 385 254	131 921 374	-	0,00 %	13 486 218	10,2 2%	15 722 899	11,9 2%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Médiateur.Répub	13 774 435	-	13 774 435	-	0,00 %	4 957 500	35,9 9%	-	0,00 %	3 290 800	23,8 9%	-	23,8 9%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
CENI	15 000 000	-	15 000 000	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	7 500 000	50,0 0%	-	50,0 0%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Cours.Co nst	17 406 580	1 000 000	18 406 580	-	0,00 %	2 320 000	12,6 0%	-	0,00 %	12 670 231	68,8 4%	-	68,8 4%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Cour des Comptes	25 223 097	-	25 223 097	-	0,00 %	3 636 464	14,4 2%	-	0,00 %	3 430 774	13,6 0%	-	13,6 0%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Haute Cour de Justic	2 000 000	-	2 000 000	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Haut Conseil Collect	2 723 097	-	2 723 097	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Inst.Nat.I nd.Droit. H	2 792 996	-	2 792 996	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	680 774	24,3 7%	-	24,3 7%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %

Min.Unite Nat.Citoy	10 011 002	-	10 011 002	-	0,00 %	-	0,00 %	3 486 956	34,8 3%	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,00 %
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétair es yc FINEX	4 465 809 916	- 43 688 495	4 422 121 421		6,42 %		0,17 %		4,18 %	157 144 113	3,55 %	-	3,55 %	-	0,00 %	12 718 510	0,29 %	591 176 002	13,3 7%
				283 844 409		7 304 846		185 015 757											
Total	16 704 033 937	106 749 852	16 810 783 789	283 844 409	1,69 %	1 657 859 207	9,86 %	1 016 907 495	6,05 %	1 183 928 061	7,04 %	565 378 267	7,04 %	546 761 600	3,25 %	24 055 284	0,14 %	591 176 002	3,52 %

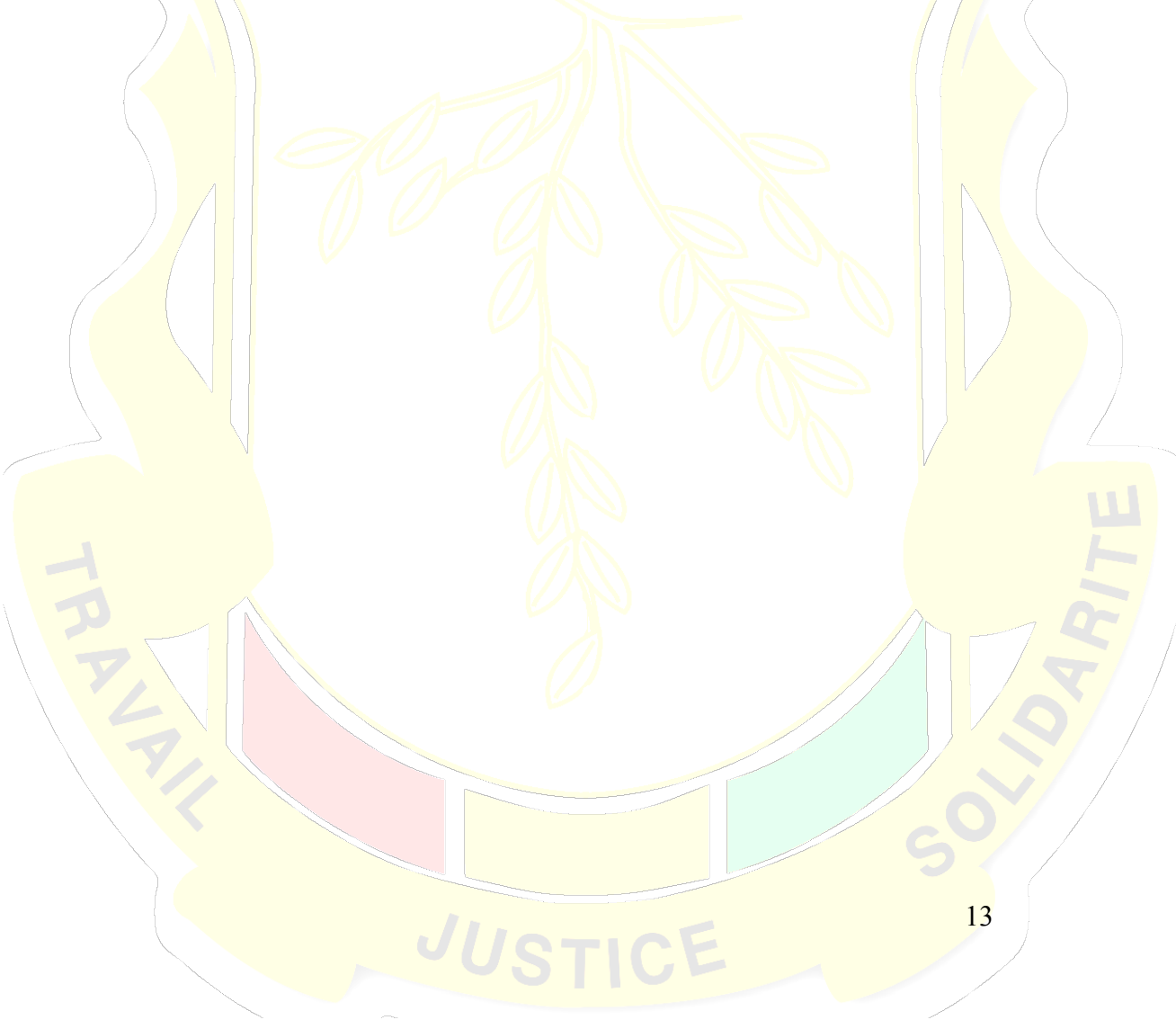


Tableau n°15: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts à fin juin (en milliers de GNF)

N°	DEPARTEMENTS	LFI		Janvier - Juin		
				Allocation		
		Nbre bénéf	Crédit	Montant	Nbre bénéf	Taux
1	Présidence de la République	12	54 768 999 895	21 662 537 960	9	39,55%
2	Primature	1	6 000 000 000	1 500 000 000	1	25,00%
3	Ministère de la Défense Nationale	3	222 690 203 000	129 357 477 946	2	58,09%
4	Ministère Administration du Territ. et de La Décentralisation	3	21 500 000 000	19 500 000 000	3	90,70%
5	Ministère de la Sécurité et Protection Civile	3	4 165 486 000	2 074 278 500	3	49,80%
6	Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	1	120 930 000			0,00%
7	Ministère des Aff. Etrangères et Guinéens Etrangers	2	42 230 970 000	39 884 380 582	2	94,44%
8	Ministère du Plan	3	5 946 205 000	2 972 250 000	3	49,99%
9	Ministère de l'Economie et des Finances	2	1 608 465 000	1 029 232 500	2	63,99%
10	Ministère Travail et Fonction Publique	6	17 247 461 000	9 381 408 500	6	54,39%
11	Ministère de l'Agriculture	4	5 001 936 000	2 300 484 000	4	45,99%
12	Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	4	3 276 181 000	819 045 250	4	25,00%
13	Ministère Mines, Géologie	2	1 885 007 000	867 503 500	1	46,02%
14	Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	1	635 886 000			0,00%
15	Ministère du Commerce	1				
16	Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	1 572 310 000	393 077 500	1	25,00%
17	Ministère de la Santé et hygiène Publique	65	80 431 109 000			0,00%
18	Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	16	6 382 008 000	2 502 113 500	5	39,21%
19	Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	1	887 930 000	443 965 000	1	50,00%
20	Ministère de l'Emploi Ens. Technique et Form. Professionnelle	6	10 783 740 000	9 618 900 000	2	89,20%
21	Ministère de l'Information	2	204 232 000	75 000 000	1	36,72%
22	Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	4	2 533 156 000	1 616 828 000	4	63,83%
23	Assemblée Nationale	1	78 999 999 780	44 883 333 333	1	56,81%
24	Cour Suprême de l'Etat	1	10 999 999 516	5 499 999 758	1	50,00%
25	Haute Autorité de la Communication	1	3 500 000 000	3 500 000 000	1	100,00%
26	Conseil Economique et Social	1	10 999 999 731	3 760 000 000	1	34,18%
27	Secretariat Général du Gouvernement	1	248 534 340			0,00%
28	Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	8	30 665 769 000	8 092 362 150	8	26,39%
29	Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	4	1 050 000 000	262 500 000	4	25,00%
30	Ministère des Transports	4	8 800 000 000	5 450 000 000	4	61,93%
31	Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	2	7 842 420 000	3 921 210 000	2	50,00%
32	Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	159	704 754 051 231	304 324 052 500	150	43,18%
33	Administration et Contrôle des Grands Projets	1	15 119 369 527	7 559 685 000	1	50,00%
34	Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	2	401 499 999 645	572 559 253 826	2	142,61%

35	Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	1	250 000 000			0,00%
36	Ministère de l'Elevage	2	900 000 000			0,00%
37	Ministère industries et des PME	1	350 000 000	175 000 000	1	50,00%
38	Minintère Culture Arts et Patrimoine	13	3 069 503 994	2 140 157 042	13	69,72%
39	Ministère du Budget	1	400 000 000		1	0,00%
40	Médiateur de la République	1	4 000 000 000	3 290 800 000	1	82,27%
41	Commission Electorale Nationale Indépendante	1	15 000 000 000	7 500 000 000	1	50,00%
42	Cours Constitutionnelle	1	13 887 794 718	13 779 012 939	1	99,22%
43	Cour des Comptes	1	13 723 097 003	6 861 548 500	1	50,00%
44	Haute Cour de Justice	1	2 000 000 003			0,00%
45	Haut Conseil des Collectivités locales	1	2 723 097 003			0,00%
46	Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2 723 097 003	1 361 548 500	1	50,00%
47	Dépenses communes de l'Etat	18	712 247 997 906	356 048 558 638	8	49,99%

371

257

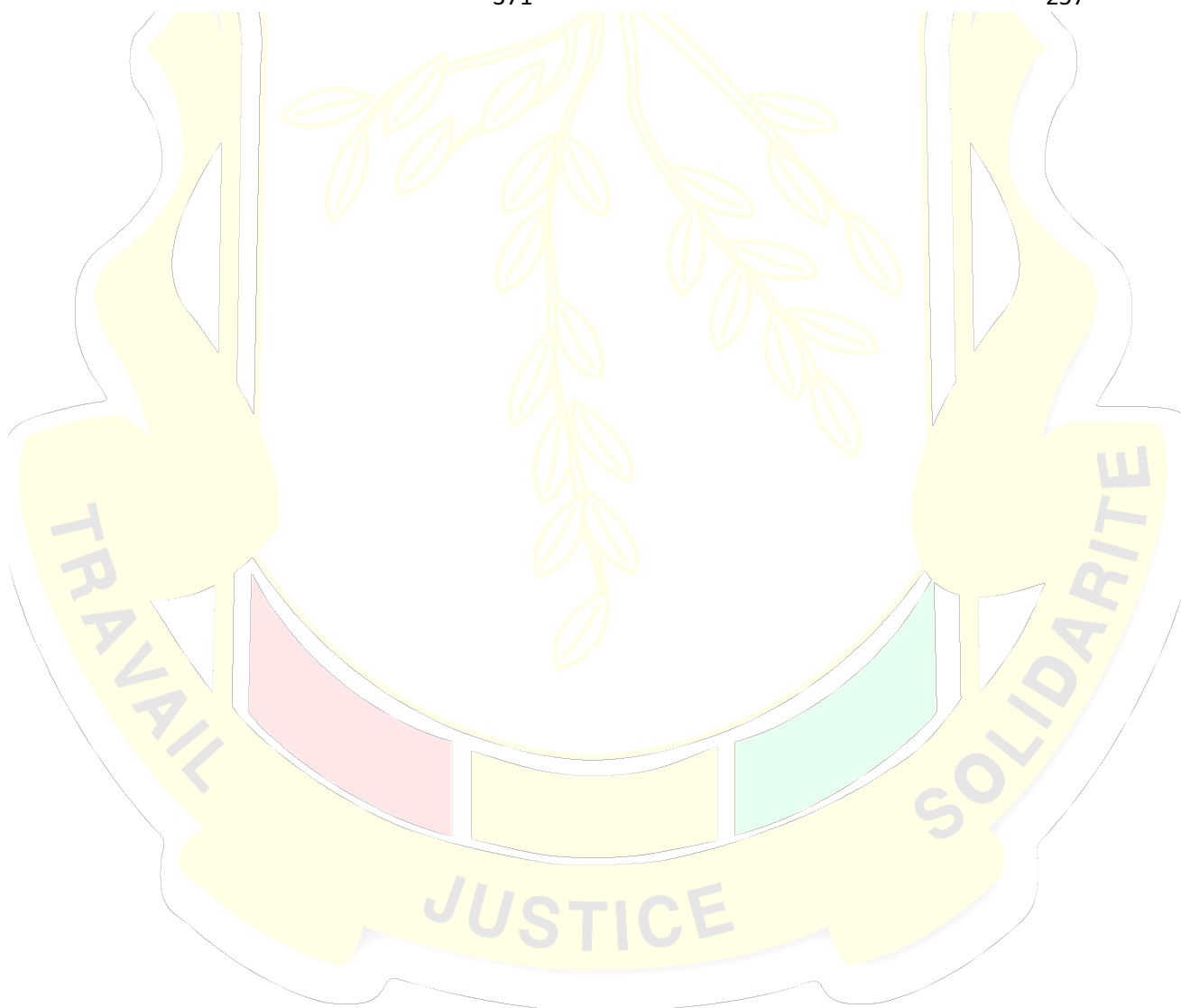


Tableau n°16: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts des collectivités locales à fin juin (en milliers de GNF)

Collectivités Décentralisées	LFI		Exécution jan-juin	
	<i>Nombres bénéf</i>	<i>Crédits annuels</i>	<i>Engagement</i>	<i>Taux</i>
Boké	9	1 300 000	-	0,00%
Faranah	12	1 675 000	837 500	50,00%
Boffa	8	1 125 000	562 500	50,00%
Dabola	9	1 250 000	625 000	50,00%
Dinguiraye	8	1 125 000	562 500	50,00%
Kindia	10	1 425 000	712 500	50,00%
Fria	4	625 000	312 500	50,00%
Kaloum	1	350 000	175 000	50,00%
Dixin	1	350 000	175 000	50,00%
Matam	1	350 000	175 000	50,00%
Ratoma	1	350 000	175 000	50,00%
Matoto	1	350 000	175 000	50,00%
Gaoual	8	1 125 000	562 500	50,00%
Koundara	7	1 000 000	500 000	50,00%
Kissidougou	13	1 750 000	875 000	50,00%
Kankan	13	1 800 000	900 000	50,00%
Kérouané	8	1 125 000	562 500	50,00%
Kouroussa	12	1 625 000	812 500	50,00%
Mandiana	12	1 625 000	812 500	50,00%
Siguiri	13	1 750 000	875 000	50,00%
Coyah	4	625 000	312 500	50,00%
Dubreka	7	1 000 000	500 000	50,00%
Forécarlat	10	1 375 000	687 500	50,00%
Tougué	10	1 375 000	687 500	50,00%
Labé	13	1 800 000	900 000	50,00%
Koubia	6	875 000	437 500	50,00%
Lélouma	11	1 500 000	750 000	50,00%
Mali	13	1 750 000	875 000	50,00%
Mamou	14	1 925 000	962 500	50,00%
Dalaba	10	1 375 000	687 500	50,00%
Pita	12	1 625 000	812 500	50,00%
N'zérékoré	11	1 550 000	775 000	50,00%
Beyla	14	1 875 000	937 500	50,00%
Guékédou	10	1 375 000	687 500	50,00%
Lola	9	1 250 000	625 000	50,00%
Macenta	15	2 000 000	1 000 000	50,00%
Yomou	7	1 000 000	500 000	50,00%
Gouvernorat Conakry	1	2 764 663	1 382 330	50,00%
Région Ensemble Conakry	1	125 000	62 500	50,00%
Téléélé	14	1 875 000	937 500	50,00%
Total	343	51 114 663	24 907 330	48,73%

Tableau 17: Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES à fin juin 2017
(en millions de GNF)

Piliers	LFI 2017 (1)	Engagements jan-juin (2)	Paielements jan-juin (3)	Taux d'exécution (4=2/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 717 481 314	2 922 748 348	2 237 526 511	33,53%
Transformation économique durable et inclusive	3 530 470 121	1 589 736 708	1 231 774 796	45,03%
Développement inclusif du capital humain	4 287 216 614	1 395 095 242	1 116 168 935	32,54%
Gestion durable du capital naturel	168 865 888	43 914 942	39 923 279	26,01%
Total	16 704 033 937	5 951 495 240	4 625 393 521	35,63%

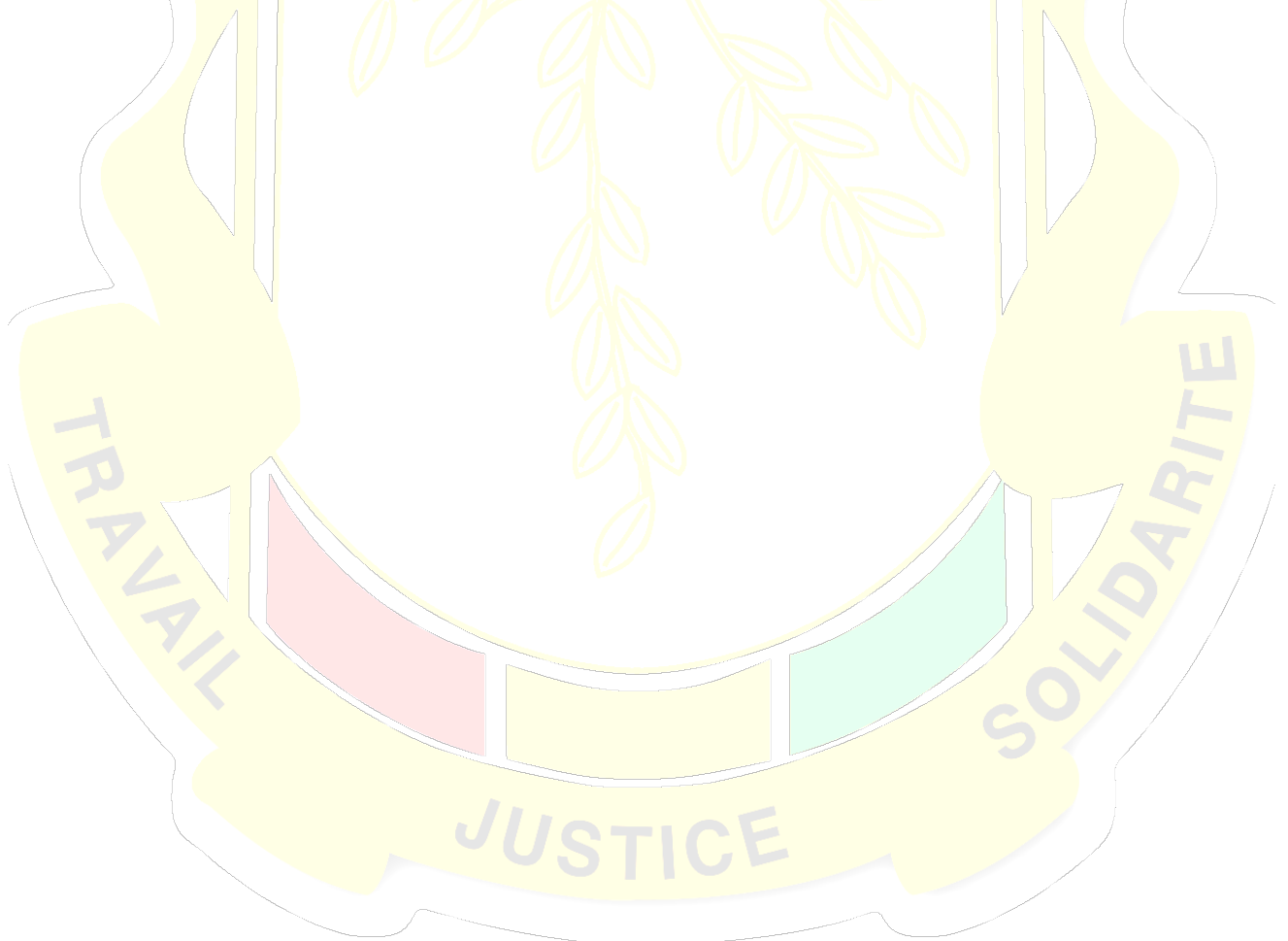


Tableau 18 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat

	juin-17	juin-17	juin-17	juin-17	juin-17	juin-17
	Prév.	Réal.	Ecart	Prév.	Prév.	Ecart
(milliards de FG)	Cum Juin 2017	Réal Cum BPC	Cumul	Flux Juin	Flux BPC	Flux
Recettes et dons	7 212,03	7 018,86	-193,17	1 389,74	1 591,52	201,77
Recettes	6 369,63	6 487,87	118,24	1 243,60	1 291,91	48,32
Recettes fiscales	6 035,12	6 052,82	17,70	1 241,20	1 241,20	0,00
Recettes non fiscales	334,51	435,04	100,54	2,40	50,71	48,32
Dons	676,32	530,93	-145,39	146,14	293,04	146,90
Dépenses Totales	7 322,85	6 493,46	-829,39	1 348,35	1 592,05	243,70
Dépenses courantes	5 100,87	4 620,30	-480,58	877,27	715,09	-162,17
Traitements & salaires	1 585,91	1 671,33	85,43	272,83	352,65	79,81
Autres biens & services	1 483,93	1 281,02	-202,90	338,24	245,84	-92,41
Subventions & transferts	1 563,23	1 384,09	-179,14	135,06	89,00	-46,05
Intérêt sur la dette	467,80	283,84	-183,96	131,13	27,61	-103,53
Intérêts dette extérieure	101,27	88,74	-12,53	13,88	7,25	-6,63
Intérêts dette intérieure	366,53	195,11	-171,43	117,25	20,35	-96,90
Dépenses en capital	2 183,16	1 823,87	-359,29	467,83	868,24	400,40
financement externe FINEX	1 078,49	545,88	-532,61	271,65	282,35	10,70
fin. interne Investissement hors BAS	1 089,49	1 255,31	165,82	187,87	574,55	386,68
fin. interne Subvention en capital	15,18	22,67	7,50	8,31	11,34	3,02
Solde base prise en charge cptable (PEC)			0,00	0,00	0,00	0,00
Dons et BAS compris	-110,83	525,40	636,23	41,39	-0,53	-41,92
Dons exclus	-853,5	17,0	870,5	-104,8	-293,6	-188,8
Solde b.PEC. h.dons en % PIB	-1,67%	0,03%	1,70%	-0,21%	-0,44%	-0,23%
Arriérés de paiement	-169,01	-2,27	166,73	-53,69	2,12	55,80
Intérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	-169,01	-2,27	166,73	-53,69	2,12	55,80
Dépenses en cours	-118,19	-288,89	-170,69	0,00	-41,60	-41,60
Autres ajustements base caisse	-24,85	-64,88	-40,03	0,00	36,61	36,61
Solde base caisse après ajustement	-422,88	169,36	592,24	-12,29	-3,40	8,89
financements identifiés	422,87	-169,36	-592,23	130,94	3,40	-127,53
financement extérieur net	208,81	12,48	-196,33	74,64	62,24	-12,40
financement intérieur net	214,07	-181,84	-395,91	56,29	-58,84	-115,13
Gap (-)	0,00	0,00	0,00	118,64	0,00	-118,64
Solde de Base	246,44	665,24	418,81	180,79	-1,81	-182,60
Solde de Base en % PIB	0,36%	1,00%	0,65%	0,36%	0,00%	-0,36%
Solde de Base hors Ebola & recettes exceptionnelles (rio tinto)	246,44	665,24	418,81	180,79	-1,81	-182,60
Solde de Base en % PIB hors recettes exceptionnelles (rio tinto)	0,36%	1,00%	0,65%	0,36%	0,00%	-0,36%
Solde Primaire	612,97	860,35	247,38	298,04	18,54	-279,50
Solde primaire % PIB	1,03%	1,30%	0,27%	0,60%	0,03%	-0,57%
PIB (milliards fc) Cadrage macro	66 265,8	66 265,8	0,0	0,0	0,0	0,0

